



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2780
12 novembre 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyte)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Les profits s'envolent, les prix aussi: il faut imposer l'augmentation des salaires



PROFITS

PRIX

SALAIRES

Lupo

Pologne
**La loi anti-IVG
tue**

Page 8

Présidentiables
**Champions
de la diversion**

Page 4

Hôpitaux
**La catastrophe
permanente**

Page 7

Leur société

- Macron à l'écran: changez de programme ! 3
- Passe sanitaire : vrai flicage et faux débat parlementaire 3
- Politiciens en campagne : d'accord pour faire diversion 4
- Montebourg : crasseuse remontada 4
- Le Pen : blabla sur le pouvoir d'achat 4
- Bourse : à tombeau ouvert 5
- Bouygues-Engie : Monopoly capitaliste 5
- Milliardaires : comment faire pour s'appauvrir ? 5
- PGE : Profit garanti par l'État 5
- Affaire Benalla : la police amnistiée 6
- Racisme : on se marre dans la police 6
- Sophie Pétronin : les chiens sont lâchés 6
- Hôpitaux : la catastrophe permanente 7
- Égalité hommes-femmes : pour 2234 ? 7
- Gaz : le gouvernement protège les profits 7
- Migrants : liberté de circulation ! 11
- Étudiants sans-fac : des jeunes privés d'études 11
- Satellite militaire : les milliards s'envolent 11
- Lyon : poches pleines et logements vides 11

Élection présidentielle

- À Grenoble : "faire connaître nos idées" 16
- À Bordeaux : "Il faut renverser les patrons" 16

Dans le monde

- Pologne : la loi sur l'avortement est criminelle 8
- Nicaragua : l'ex-guérillero devenu dictateur 8
- Mali : les travailleurs relèvent la tête 9
- Ouganda : l'État français complice de Total 9
- Milliardaires philanthropes : charité bien ordonnée 9
- Crise du papier : les trusts imposent leur loi 10
- Facebook : nouvelle technologie, vieille morale 10
- Cop26 : climat de blablabla 16

Dans les entreprises

- Bonna Sabla Conflans-Sainte-Honorine 12
- SNCF Paris-Nord 12
- L'Oréal 12
- CAF 12
- Madame de Montchalin contre les territoriaux 13
- Boutiques - Roissy aéroport 13
- CCAS de Laval 13
- Voitures de Luxe 13
- LDC - Bazas 14
- Stellantis-PSA - Poissy 14
- Chômeurs et précaires 14
- Métallurgie 15

Nos lecteurs écrivent

- Les tribulations des voyageurs 6

Agenda

- Les fêtes de Lutte ouvrière 3
- Le prochain Cercle Léon Trotsky 3

Les profits s'envolent, les prix aussi: il faut imposer l'augmentation des salaires

La Bourse de Paris a fêté la semaine dernière l'envolée du CAC 40. Cet indice boursier, basé sur les 40 plus grandes entreprises françaises cotées, a dépassé son précédent record historique, qui datait de l'an 2000. Et les commentateurs de s'extasier sur cette nouvelle preuve de la bonne santé de l'économie, tandis que le gouvernement explique que sa politique a permis une reprise sur les chapeaux de roue.

Le monde capitaliste a en effet de quoi se réjouir. Au grand casino de la Bourse, les milliards continuent à faire des petits. Les financiers salivent devant les profits record annoncés par les grandes entreprises, notamment celles du luxe, comme LVMH, mais aussi celles de l'énergie. Alors que chaque passage à la pompe assomme ceux qui doivent prendre la voiture, Total a engrangé 4,6 milliards au troisième trimestre 2021, multipliant ainsi ses bénéfices par 23, par rapport au même trimestre de 2020. Pour le géant du pétrole, c'est la flambée des profits !

Les travailleurs paient plein pot pour que les profits s'accumulent. Le patronat mène la lutte de classe férocement, et cela se traduit en bas salaires, précarité, chômage et conditions de travail aggravées. L'envolée des prix est un coup de massue supplémentaire. Après l'augmentation galopante des prix de l'énergie et des carburants, la valse des étiquettes commence au supermarché. Le prix du blé a bondi de 30% et celui du pain commence à le refléter. Et les professionnels du secteur alimentaire veulent augmenter de 5 à 10% les prix de denrées comme le sucre ou le lait.

Interrogé sur l'éventualité d'augmenter les bas salaires, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a osé dire: « *Quand on est payé au niveau du smic, on approche quasiment 1500 euros net par mois.* » Pour le gouvernement, la question est réglée: il en a fait suffisamment. Quel mépris! Le smic est à 1260 euros et le « quasiment » du ministre représente 240 euros de plus. C'est de l'argent de poche pour les capitalistes. Pour le monde du travail, en revanche, ce serait une partie, et une partie seulement, de l'augmentation nécessaire.

Car même 1500 euros ne permettent pas d'aller au bout du mois. Avec la flambée des prix du carburant, se rendre au travail devient un casse-tête insoluble pour une partie des travailleurs.

Pas une semaine ne passe sans qu'on entende patronat et gouvernement gémir à l'unisson sur le manque de main-d'œuvre. Derniers en date, les professionnels de la montagne déplorent le manque de saisonniers... tout en reconnaissant que les salaires et les conditions de travail ne sont pas « attractifs ». Un euphémisme, quand on sait qu'ils n'arrivent même pas à se loger !

À l'hôpital aussi, cette politique de bas salaires conduit à l'impasse, avec des lits fermés dans les services, des Urgences forcées de restreindre leurs

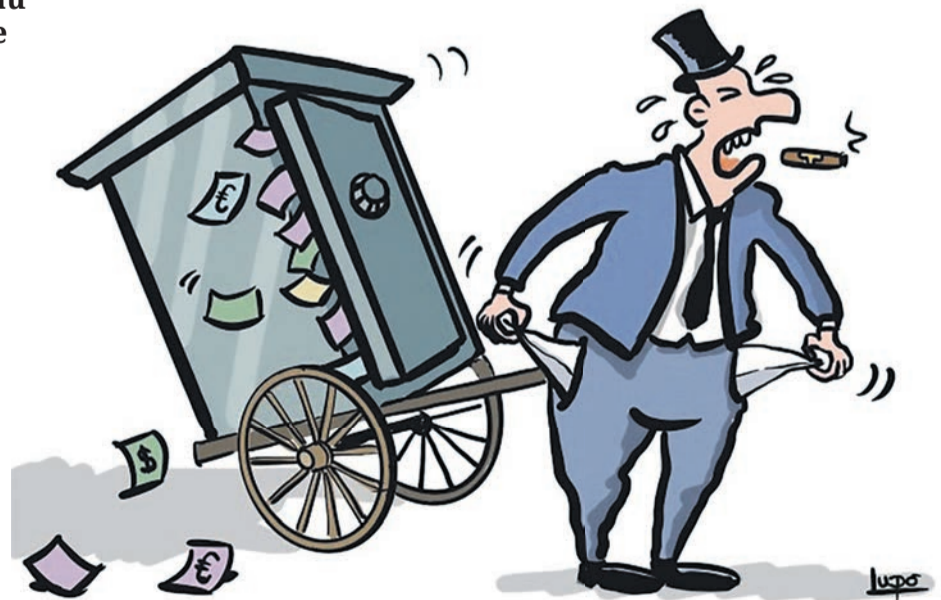
horaires d'accueil, faute de soignants! Même dans ces métiers, que beaucoup de travailleurs choisissent par vocation, comment supporter de ne pas pouvoir soigner correctement et, en prime, de ne pas pouvoir vivre dignement de son travail ?

Ni le patronat ni le gouvernement ne feront de cadeaux au monde du travail. Pour répartir la charge de travail entre tous et augmenter les salaires, pour répondre aux besoins de la population et mettre les moyens dans la santé, l'éducation, les transports, il faudra s'affronter à la classe capitaliste et au gouvernement à son service. Les augmentations conséquentes et nécessaires des salaires, des retraites et des allocations, les travailleurs devront les arracher. Il faudra aussi imposer leur indexation sur le coût réel de la vie, afin que leur augmentation ne soit pas réduite à néant par l'inflation. Ces objectifs ne peuvent être atteints qu'en engageant une lutte déterminée de l'ensemble du monde du travail.

Une organisation sociale incapable de payer correctement sa classe productive est condamnée. Les travailleurs doivent en avoir conscience. Non seulement pour défendre leurs intérêts matériels immédiats, mais pour que la société tout entière ait un avenir. L'euphorie actuelle de la Bourse démontre, s'il en était besoin, que les profits sont là. Mais elle est aussi un signal d'alarme: les centaines de milliards de liquidités disponibles grâce aux faibles taux des banques centrales, et à la générosité des États envers les capitalistes, nourrissent la spéculation et préparent le prochain krach. Il est urgent que les travailleurs, qui font tourner toute la société, contestent la direction de l'économie à cette classe capitaliste irresponsable et nuisible.

Nathalie Arthaud

**AUGMENTER
LES SALAIRES,
VOUS N'Y PENSEZ
PAS !**



Macron à l'écran : changez de programme!

Mardi 9 novembre, à l'heure solennelle du journal télévisé, Macron s'apprêtait à regarder la France au fond des yeux pour la neuvième fois depuis le début de la pandémie.

En campagne pour sa réélection, le président sortant veut sans doute s'afficher encore une fois en protecteur du pays et organisateur de la lutte contre le virus. Mais qu'ont donc fait le président et ses ministres sur ce terrain, depuis deux ans? Ils ont d'abord permis, très rapidement et très largement, aux grandes entreprises de conserver et même d'augmenter leurs profits, par toutes sortes de subventions directes et indirectes. Ils ont aussi encouragé et organisé de fait l'enrichissement scandaleux des grands laboratoires pharmaceutiques. Ils ont, en revanche, continué à réduire les moyens de la santé publique, alors que les soignants prenaient tous

les risques et se dépensaient sans compter. Ils ont de plus profité de cette période pour donner des armes répressives supplémentaires au patronat et à l'État, pour soumettre un peu plus la population à l'administration et pour jouer l'éternelle comédie de l'union nationale. L'obligation du passe sanitaire sous peine de suspension de salaire, appliquée aux soignants et à certaines catégories de travailleurs, décrétée par Macron lors de sa précédente intervention, résume cette politique.

En même temps qu'il rend service aux profits privés et à l'ordre social, Macron défend bien évidemment ses propres intérêts et ceux de sa coterie.

L'exercice est délicat car, aussi satisfait que le grand patronat puisse l'être de son serviteur, il ne suffit pas à faire son élection. Macron tente donc depuis des semaines de compenser la haine qu'il suscite justement dans l'électorat populaire par une série de promesses, de visites, de mesurées, de déclarations. Il s'est ainsi adressé successivement aux hôteliers, aux défenseurs des animaux, aux chasseurs, aux admirateurs des astronautes, etc. Parlant à l'ensemble de l'électorat, à l'occasion d'un discours à 20 heures, ou s'adressant à un groupe ciblé, Macron n'a en fait qu'un seul message: jusqu'ici ça va, et pour demain c'est moi, ou alors Le Pen, voire Zemmour.

En fait, le pouvoir actuel subit le sort de ceux qu'il a remplacés, les vieux partis de gouvernement, épuisés



à force de mensonges, de cadeaux au grand patronat et de coups portés aux travailleurs. Macron tente de s'en sortir en multipliant les interventions télévisées et

les roulements de tambour pour montrer qu'il est le chef. Mais, à trop vanter un produit périmé, on décrédibilise tout le magasin.

Paul Galois

Passé sanitaire: vrai flicage et faux débat parlementaire

Le 5 novembre, la majorité macroniste de l'Assemblée nationale a voté une « loi de vigilance sanitaire » qui permet la prolongation du passe sanitaire obligatoire jusqu'au 31 juillet 2022.

Les sénateurs, majoritairement de droite, voulaient limiter cette prolongation au 28 février, fin de la session parlementaire avant les nouvelles élections législatives. À l'Assemblée, 75 députés de l'opposition, dont ceux du PS et de la France insoumise, ont déposé un recours devant le Conseil constitutionnel pour contester cette loi, en accusant Macron de piétiner

la démocratie. Mais au fond, plus que l'existence du passe sanitaire, qu'ils ont approuvée jusqu'ici, ce que ne supportent pas ces politiciens, c'est de se sentir malmenés par Macron, qui veut avoir les mains libres jusqu'à la fin de son mandat, sans devoir refaire voter une loi en pleine campagne présidentielle.

Annoncé cet été comme une mesure provisoire, le

passé sanitaire est une mesure autoritaire qui habitue la population à des contrôles permanents. Dans quels types d'établissements recevant du public ce passe peut-il être imposé? Dans quels départements? Pour quels types d'événements? Ces décisions relèvent de l'arbitraire du gouvernement et des préfets. La loi donne le droit au Premier ministre d'interdire ou de restreindre les déplacements, les rassemblements et l'accès à certains lieux. Elle durcit les sanctions

possibles, jusqu'à cinq ans de prison, contre ceux qui se procurent un faux passe. Plus grave, cette nouvelle loi prolonge et renforce les moyens de pression et de contrôle des employeurs dans de multiples secteurs où le passe est obligatoire. Elle empêche le retour à leur poste des plus de 15000 travailleurs du secteur de la santé qui ont été suspendus sans salaire.

Macron et Castex justifient le recours à ce passe obligatoire par la gravité de la situation sanitaire. Mais

leur loi ne fixe aucun seuil pour le déclencher ou le suspendre. Et surtout, leur campagne de vaccination ne les empêche pas de continuer à fermer des lits dans les hôpitaux et d'organiser la pénurie de personnel. Le gouvernement reporte ainsi sur la population la responsabilité d'un éventuel rebond de l'épidémie auquel les hôpitaux pourraient être incapables de faire face. Il cherche ainsi à dissimuler sa politique criminelle derrière un écran de fumée.

Xavier Lachau

AGENDA

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Rouen-Oissel

Samedi 13 novembre de 16 heures à minuit

Palais des congrès à Oissel

avec Nathalie Arthaud

Compiègne

Samedi 13 novembre

à partir de 16 heures

Salle des fêtes de Margny-lès-Compiègne

Strasbourg-Neudorf

Dimanche 14 novembre

à partir de 11 heures

Foyer - 23, rue du Lazaret



La fête de Presles, les 27, 28 et 29 mai 2022

Les habitués de la fête de Lutte ouvrière à Presles savent que celle-ci se tient d'ordinaire lors du week-end de la Pentecôte. Or la ligne H de la SNCF, qui dessert la gare de Presles-Courcelles, sera interrompue pour travaux à la Pentecôte 2022. C'est pourquoi nous avons décidé d'avancer notre fête annuelle, et de l'organiser pendant le week-end de l'Ascension, soit les vendredi 27, samedi 28 et dimanche 29 mai 2022. Des dates à retenir!

Cercle Léon Trotsky Les banques, un concentré du capitalisme en crise

Vendredi 19 novembre à 20 heures

Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5^e - Métro Maubert-Mutualité

Pour accéder à la salle, la Mutualité impose la présentation d'un passe sanitaire.



Politiciens en campagne : d'accord pour faire diversion

Entre les « déjà » candidats, les candidats à la candidature, les « pas encore » ou les « peut-être », bien des politiciens sont en lice pour l'élection présidentielle. Pour gagner des voix, ils se montrent prêts à la pire démagogie, surtout si cela sert à détourner les électeurs des problèmes de fond.

Tous ces politiciens essaient encore de faire croire que leur programme électoral a une valeur et que le sort des classes populaires en dépend. Tout cela pour finir par gouverner exclusivement en fonction des intérêts du grand patronat et des plus riches. Derrière le cirque électoral organisé pour déterminer qui occupera le siège de la présidence de la République, il y a des milliers de hauts fonctionnaires, de diplomates, de généraux, d'officiers de police qui eux ne sont pas élus, parfois pas connus non plus, et qui constituent l'ossature de l'appareil d'État. Comme les politiciens, ils ont été formés dans les grandes écoles

de la bourgeoisie et ont appris à gouverner en fonction des besoins de cette classe sociale. Car c'est cette classe qui possède les richesses, qui dirige l'économie et qui est le vrai maître de la société.

Mais, pour accéder à la place, les politiciens, eux, doivent se faire élire. Alors, ils sont prêts à enfourcher les thèmes les plus racoleurs. Depuis que Zemmour a donné le ton en déversant sa bile raciste et délirante, les autres candidats de droite tentent de le concurrencer sur ce terrain. Chacun y va de sa prétendue nouvelle idée contre l'immigration, contre l'insécurité, contre la petite délinquance. Ils

pensent que cela peut représenter un dérivatif efficace. Ces idées qui servent à diviser les pauvres ne peuvent qu'être profitables aux riches.

À gauche, ce n'est pas tellement mieux. Montebourg chasse maintenant sur les terres de l'extrême droite, Fabien Roussel est allé manifester avec les policiers qui réclamaient plus de répression, et chacun, quand il parle d'emplois, voudrait faire croire que les ennemis sont les travailleurs des autres pays. Ces candidats se placent ainsi tous sur un terrain nationaliste, celui qui ne fait pas peur au patronat.

Alors que la préoccupation principale d'une majorité de la population est la dégradation du pouvoir d'achat, les candidats font tout pour ne pas montrer du doigt les responsables de la pauvreté qui monte.



Parler du pouvoir d'achat nécessite de se demander où prendre l'argent, et il n'est pas question de désigner les incroyables fortunes qui s'accumulent du côté des capitalistes, du grand patronat et des banques. Faire semblant de s'émouvoir de la pauvreté en laissant croire que les taxes et les impôts sont les seuls responsables, passe encore. Mais quand il s'agit de discuter de l'augmentation nécessaire des

salaires, et donc de s'en prendre au profit patronal, la plupart se taisent.

C'est d'un programme de lutte dont a besoin le monde du travail pour défendre ses emplois, ses conditions de travail et de salaire, sa vie et celle de ses proches. Et ces luttes devront unir les travailleurs au-delà de leur origine, en les opposant à leurs adversaires, patrons et politiciens serviles.

Marion Ajar

Montebourg : crasseuse remontada

Crédité de 2 à 4% dans les sondages, Arnaud Montebourg n'a rien trouvé de mieux, pour faire parler un peu plus de lui que de s'en prendre à son tour aux immigrés.

Dénonçant les 100 000 obligations de quitter le territoire non exécutées parce que les pays d'origine refusent de reprendre

leurs ressortissants, il a déclaré que, s'il était élu, il « taperait au portefeuille ».

« Il y a onze milliards de transferts qui passent par

Western Union sur l'ensemble des pays d'origine. Nous bloquons tous les transferts tant qu'on n'a pas un accueil de coopération », a-t-il proposé dimanche 7 novembre à l'émission de télévision Le Grand Jury LCI-RTL-Le Figaro.

Cet argent est celui que les travailleurs immigrés envoient à leurs familles. Ils se font exploiter par les entreprises du bâtiment, de l'automobile ou de la sécurité pour permettre à leurs proches restés au pays de survivre. Ces transferts financent dans les pays d'Afrique des puits ou la construction d'infrastructures nécessaires aux villages, bien avant l'aide internationale, qui finit le plus souvent sur les comptes de grands trusts ou dans les poches d'intermédiaires



Guichet de Western Union.

corrompus.

Montebourg a aussi déclaré que ces 100 000 personnes « sont d'ailleurs souvent des délinquants », alors qu'il s'agit pour la plupart de débutés du droit d'asile dont le seul crime est d'avoir voulu fuir la guerre et la misère et de ne pas avoir eu envie d'y retourner.

Le candidat de la « Remontada de la France »

montre qu'il ne recule pas devant l'ignominie pour tenter de se hisser un peu plus haut dans les sondages. L'extrême droite crie au plagiat et la gauche s'indigne. Mais comment oublier que le personnage, ex-ministre de l'Économie de François Hollande, ne devait pas avoir des idées très différentes à l'époque.

Daniel Mescla

Le Pen : blabla sur le pouvoir d'achat

Sur la question du pouvoir d'achat, Le Pen prétend vouloir « rendre 200 euros par mois à tous les Français », en baissant la TVA et les taxes sur l'énergie.

Interrogé le 7 novembre sur les ondes radio sur la façon de financer ces mesures, le dirigeant du Rassemblement national, Jordan Bardella, a évoqué les milliards que coûteraient les prestations aux étrangers et la fraude sociale.

Les prestations aux étrangers ne coûtent rien au pays, au contraire, puisqu'elles sont alimentées par leurs cotisations sociales en tant que travailleurs. Ce que propose Bardella est donc tout simplement de les voler. Quant aux chiffres cités par ce démagogue d'extrême droite, ils sont mensongers, et invérifiables par définition quand il s'agit de la fraude à la Sécurité sociale. Mais cela lui permet de ne rien dire des dizaines de

milliards empochés tout à fait officiellement et légalement par les actionnaires du CAC 40, de la fraude fiscale des plus riches, estimée régulièrement à plus de 100 milliards d'euros par an, de l'augmentation du nombre de milliardaires ainsi que de leur richesse...

En se présentant comme « la candidate du pouvoir d'achat », Le Pen cherche à se différencier de Zemmour, qui la concurrence sur le terrain de la démagogie anti-immigrés. Mais elle le fait à la façon des autres représentants de la bourgeoisie, en désignant des pauvres comme bouc émissaires, pour ne pas parler de la minorité de très riches privilégiés qui dominent l'économie, contrôlent les entreprises, décident des licenciements et du niveau des salaires, véritables responsables de l'appauvrissement qui frappe les classes populaires.

Marc Rémy

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 219 (novembre 2021):

- La catastrophe écologique et ceux qui l'utilisent
- Grande-Bretagne : la pire attaque contre le niveau de vie depuis 25 ans
- L'immobilier chinois en crise
- Droite-gauche ; gauche-droite : vers un retour d'un service national obligatoire ?
- URSS : 1962, la grève ouvrière de Novotcherkassk
- Révolution allemande : un roman documentaire de Theodor Plievier

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.



Bourse : à tombeau ouvert

Le CAC 40, le principal indice de la Bourse de Paris, a battu son record historique qui datait de 2000. Il a grimpé de plus de 40 % sur la seule année 2021. Les indices des autres Bourses mondiales battent également des records.

Cet indice est basé sur le cours des actions des quarante entreprises françaises ayant les plus importantes capitalisations boursières : LVMH, Sanofi, TotalEnergies, Stellantis, etc.

Des journalistes s'en réjouissent, en expliquant que c'est le signe du retour de la croissance économique. C'est regarder la réalité avec des lunettes qui inversent les couleurs. La seule croissance est celle des fortunes des capitalistes, qui est farouche, mais que ceux-ci n'investissent que dans la spéculation financière. D'où ces records boursiers.

Non seulement cette spéculation ne crée pas de

richesses, mais la fortune des spéculateurs provient de la guerre qu'ils mènent aux classes populaires.

La spéculation sur les actions traduit la confiance des capitalistes dans le fait que les grandes entreprises vont continuer à aggraver l'exploitation.

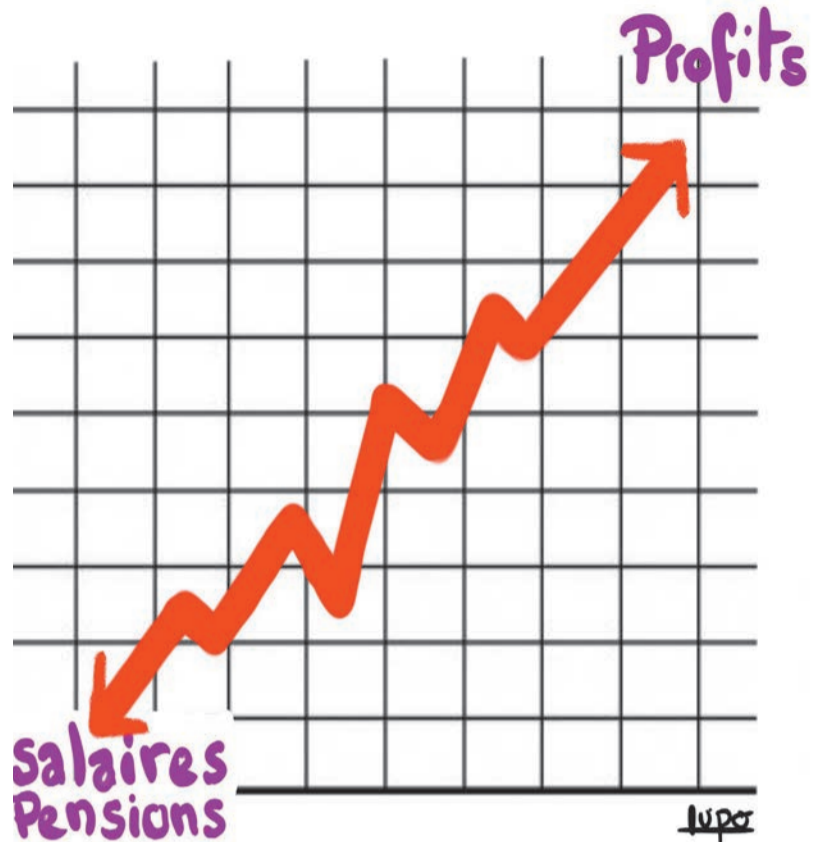
L'action de l'entreprise automobile Stellantis a ainsi vu son cours augmenter de 45% depuis sa création, par la fusion des groupes PSA et Fiat-Chrysler, en janvier 2021. Pendant la même période, sa direction n'a cessé d'augmenter la charge de travail dans ses usines, et aussi dans celles des entreprises sous-traitantes.

Le sous-effectif a énormément progressé. 12 000 suppressions d'emplois ont été programmées en Italie. La direction a programmé la fermeture de l'usine de Douvrin en France, et menace de fermer celle d'Eisenach en Allemagne.

L'action du groupe de luxe LVMH a également grimpé de presque 50% en 2021. Ce groupe a supprimé 13 000 emplois depuis le début de l'épidémie de Covid.

L'épidémie d'emplois supprimés et l'aggravation de l'exploitation ne sont pas la seule catastrophe alimentée par la spéculation. Celle-ci rend également de plus en plus grave la menace d'un nouveau krach boursier, comme celui qui avait ravagé les conditions de vie de millions de travailleurs en 2008.

Thomas Baumer



Bouygues-Engie : Monopoly capitaliste

Après un dernier week-end de tractations, Bouygues vient d'annoncer le rachat pour 7,1 milliards d'euros de toute une branche d'activité du groupe Engie, sa filiale Equans, qui emploie 74 000 salariés dans le monde.

Le 30 juin dernier, Catherine Mc Gregor, la patronne d'Engie, entreprise issue de la fusion de Suez et Gaz de France, avait créé cette filiale baptisée Equans, en regroupant les activités de maintenance et d'installation dans le chauffage, la climatisation et la ventilation ou encore la robotique, des entreprises dites de services techniques. Depuis quatre mois, plusieurs capitalistes étaient sur les rangs pour racheter tout ou partie d'Equans. En mettant 7,1 milliards sur la table, Bouygues a raflé la mise devant ses concurrents Eiffage et Bain, une société américaine qui n'a proposé « que » 6,7 milliards d'euros.

Avec cette opération, Bouygues atteint un chiffre d'affaires de plus

de 47 milliards d'euros et emploiera 200 000 travailleurs. Il récupère un marché prometteur avec quelque 100 000 contrats d'entretien dans l'industrie ou le bâtiment. Comme le dit son patron, « grâce à la transition énergétique, le secteur est porteur, avec un taux de croissance espéré entre 3 et 4 % sur les prochaines années ».

Cette opération de Monopoly géante montre combien l'argent coule à flots du côté des capitalistes, capables de sortir des milliards pour acheter des groupes entiers comme on sort un euro pour acheter une baguette de pain. Les mêmes rabâchent pourtant matin et soir que quelques centaines d'euros d'augmentation sur les salaires de leurs employés

ruineraient leur entreprise. Ces prétendus entrepreneurs et investisseurs sont surtout champions en matière de rachat d'entreprises déjà existantes et qui rapportent gros, sans prendre le moindre risque ni créer la moindre valeur nouvelle. Les risques, ce sont les travailleurs qui les prennent entièrement, tout comme ils créent toutes les richesses par leur travail. Lors de chaque fusion, des emplois sont supprimés à cause des doublons. Ici, une centaine d'agences et 1 800 emplois sont directement menacés.

Cette opération montre aussi qui sont les vrais maîtres de la société. Pendant que des dirigeants politiques s'agitent sur le devant de la scène, une poignée de capitalistes comme Martin Bouygues peuvent faire basculer du jour au lendemain la vie de centaines de milliers de familles et l'avenir de villes entières.

Xavier Lachau

PGE : profit garanti par l'État

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a prolongé de six mois le dispositif de Prêt garanti par l'État (PGE). L'État garantit en effet depuis mars 2020, sous prétexte d'épidémie, les emprunts faits auprès des banques par les entreprises privées.

Il s'agit d'aider les entreprises à passer un cap difficile, et cela dans l'intérêt général selon les autorités. Pour ce faire, l'État est prêt à garantir jusqu'à 300 milliards d'euros avancés par

les banques privées à un taux modique.

L'administration envisageant des emprunts excédant le milliard d'euros, on voit qu'il ne s'agit pas seulement de secourir le

restaurant à kebab du coin de la rue.

Cette mesure et d'autres du même tonneau ont visiblement été efficaces : les plus grandes entreprises, celles du CAC 40, ont fait 60 milliards d'euros de profits au premier semestre 2021. Les autres ont suivi, si l'on en juge par les milliards qui affluent en Bourse, sur le marché de

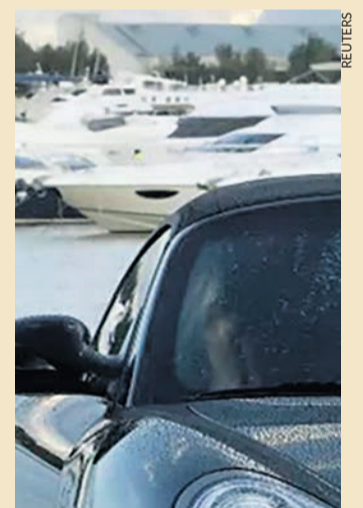
Milliardaires : comment faire pour s'appauvrir ?

À la suite de son divorce, MacKenzy Scott, l'ex-femme du fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, est devenue la troisième femme la plus riche du monde. Cette romancière explique ne jamais avoir apprécié le bling-bling des galas de milliardaires. Elle s'est donc engagée à donner la majorité de sa fortune et veut le faire avant sa mort.

À ce jour, elle a déjà donné 8,5 milliards de dollars à quelque 800 ONG, collègues et associations. « Je rendrai la majorité de ma fortune à la société, qui a aidé à la générer, le ferai de façon réfléchi, commencerai dans peu de temps et continuerai à le faire jusqu'à ce que le coffre-fort soit vide », a-t-elle déclaré. Mais vider le coffre-fort n'est pas si facile. MacKenzy Scott est bien ennuyée : elle a beau faire des dons, elle ne fait

que de s'enrichir. Effectivement, la hausse du cours des actions d'Amazon fait que, malgré les dons distribués, sa fortune a encore augmenté de 3 milliards depuis mars 2021. Dur, dur de s'appauvrir, quand on est milliardaire.

Joséphine Sina



Les 211 000 ultra-riches du monde vont bien, merci.

l'art ou dans l'immobilier de luxe, faisant exploser prix, cours et bénéfices.

Pour ce qui est de l'intérêt général, en revanche, c'est beaucoup moins concluant. Avec ou sans statistiques officielles, des millions de travailleurs savent ce qu'ils ont perdu et ce que la hausse des prix leur fera perdre encore. Les familles et jusqu'aux étudiants,

contraints de se rendre au Secours populaire, n'ont pas de garantie, et surtout pas celle du lendemain. Aucune banque n'avance de quoi passer l'hiver à ceux qu'on a expulsés de leur logement avant la trêve et l'État ne leur a garanti que l'envoi de l'avis d'expulsion d'abord, celui des gendarmes ensuite.

Paul Galois

Affaire Benalla : la police amnistiée

Alexandre Benalla, l'ex-directeur de la sécurité d'Émanuel Macron, vient d'être condamné à trois ans de prison, dont un ferme qu'il ne passera d'ailleurs pas en prison. Il est accusé d'avoir molesté un couple de manifestants le 1^{er} mai 2018, de s'être affiché armé dans un selfie et d'avoir utilisé indûment des passeports diplomatiques.

Le complice de Benalla, ancien formateur à la gendarmerie présent au moment des faits, écope de son côté de deux ans de prison avec sursis. La juge est allée au-delà des réquisitions du parquet, qui demandait 18 mois avec sursis. Mais ce qu'elle condamne avant tout n'est pas la violence de ses actes, mais les méthodes de barbouze de Benalla. Elle lui reproche en fait d'avoir utilisé sa position de favori de l'Élysée et d'en avoir abusé.

En effet Alexandre Benalla, sous prétexte d'étudier les techniques de maintien de l'ordre de la police, s'était « amusé » à casser du manifestant. Il

s'en était pris à un couple pacifique à coups de matraque et, pour se justifier a posteriori, avait prétendu que ces derniers étaient des black-blocs. Seulement, ses agissements ont été filmés. Sûr de ses appuis, protégé par l'Élysée, il a caché ses armes avant une perquisition de son domicile et a multiplié les mensonges. Il a fini par être lâché par ses protecteurs, et par le premier d'entre eux, Emmanuel Macron.

Mais ce que lui est surtout reproché est d'avoir « jeté l'opprobre sur la fonction de policier ». Pourtant, ce 1^{er} Mai, Benalla a agi comme de nombreux policiers qui, dans cette manifestation

comme souvent, s'en sont pris violemment aux manifestants, black-blocs ou pas. Accompagné par un commissaire, Benalla n'a jamais été freiné dans son élan. Bien au contraire, la hiérarchie policière a tout fait pour le couvrir, et est allée jusqu'à lui fournir une vidéo montrant un manifestant violent afin de le disculper.

Ce commissaire, ainsi que celui qui l'avait invité à cette opération de police, n'ont été condamnés qu'à trois mois avec sursis et à une amende, et ce uniquement parce qu'ils avaient invité Benalla en espérant un retour d'ascenseur du protégé de l'Élysée. La police et ses violences ne sont pas en cause, pour la juge, pas plus que le patron de Benalla, Emmanuel Macron, qui n'a bien sûr jamais été inquiété.

Aline Urbain

Sophie Pétronin : les chiens sont lâchés

Sophie Pétronin, l'ex-otage humanitaire détenue pendant quatre ans au Mali avant d'être libérée en octobre 2020, est retournée dans ce pays, où elle vit depuis vingt-cinq ans avec sa fille adoptive. Dès sa libération, elle avait d'ailleurs annoncé son intention de retourner au Mali, où elle dit être chez elle.

Aussitôt, des voix se sont élevées pour dénoncer « l'irresponsabilité » d'une telle démarche. Le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, y est allé de son indignation, demandant « du respect pour nos soldats » : « Lorsque nous avons des ressortissants qui sont pris en otage à l'étranger, ce sont nos militaires qui vont les secourir au péril de leur vie », a-t-il déclaré le 3 novembre.

Il a été rejoint par Bruno Retailleau, des Républicains : « C'est une trahison. [...] Plus un soldat français ne doit mettre sa vie en jeu pour la sauver. »

Sauf que, dans le cas de Sophie Pétronin, il n'y a eu aucune intervention militaire, mais des négociations secrètes ayant abouti à un échange entre 200 prisonniers détenus par l'armée française, loin d'être tous

des djihadistes terroristes puisqu'il y avait aussi des paysans victimes de rafles, contre quatre otages détenus au Mali, dont Sophie Pétronin.

En attaquant cette humanitaire de 76 ans, ce chœur indigné veut continuer à faire croire que l'armée française est au Mali dans un but qui serait lui aussi humanitaire, pour protéger les populations contre les djihadistes. Cette attaque en meute sert à dédouaner des troupes qui se conduisent en armée d'occupation et le gouvernement qui les envoie.

Marianne Lamiral



Mali, opération menée avec les soldats de Barkhane.

Racisme : on se marre dans la police

L'an dernier, à L'Île-Saint-Denis, la peur d'une interpellation en pleine nuit avait mené un jeune ouvrier égyptien sans papiers à se jeter à la Seine. Cela avait provoqué l'hilarité des policiers qui le poursuivaient et se lançaient l'un à l'autre : « Un bicot comme ça, ça ne nage pas », « Ça coule, tu aurais dû lui accrocher un boulet au pied ».

Ces policiers de Seine-Saint-Denis viennent de passer en procès. Ils se sont défendus en prétendant croire que « bicot » était un terme ordinaire utilisé pour « faire marer la galerie », « une blague potache pour s'amuser », « un moment d'humour ». Ce qui en dit long sur le racisme policier ordinaire, qui cette fois a été entendu grâce à une vidéo

et a donné lieu à ce procès.

La justice les condamnera peut-être en janvier prochain pour injures racistes. Mais elle n'a pas retenu l'accusation de violences policières, qui n'ont pas pu être filmées. Pourtant, l'interpellation pour soupçon de vol de matériel de chantier a débouché sur l'abandon de toute poursuite à l'encontre de l'ouvrier. Elle était donc abusive. Aucun des sept policiers n'a porté secours à celui-ci, qui aurait pu se noyer. Par contre, quand il s'est hissé lui-même hors de l'eau, ils l'ont tous frappé, et le passage à tabac a continué dans le fourgon jusqu'au commissariat.

De l'humour policier en quelque sorte.

Lucien Déroit



Nos lecteurs écrivent : les tribulations des voyageurs

Dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 novembre, trois trains partis de Clermont-Ferrand dans l'après-midi sont arrivés à Paris-Gare de Lyon, avec des retards de 7 à 12 heures ! Selon la SNCF, tout serait la faute d'un groupe de sangliers inconscients qui se promenaient sur les voies, à proximité de Gien.

Comme un malheur n'arrive pas seul, au moment où le train repartait, la caténaire s'est cassée, preuve de l'entretien régulier de l'équipement ferroviaire n'existe plus, faute de personnel suffisant. Conséquence en chaîne inévitable : deux autres trains ont été mis à l'arrêt, faute d'électricité. Et cela en pleine nuit, sans lumière, dans le froid, pour 1 200 voyageurs. Aucune distribution d'eau ou de nourriture n'a été fournie aux passagers. Il a fallu attendre qu'une rame vide arrive de Melun pour assurer le transbordement.

Ainsi, après un départ à 17 h 30 de Clermont-Ferrand, l'arrivée à Paris-Gare de Lyon s'est effectuée vers 4 heures du matin. Les voyageurs ont observé avec stupéfaction

le grand nombre de policiers et de CRS encerclant la gare et mobilisés pour faire taire toute manifestation de mécontentement. Infiniment généreuse, la SNCF a offert alors un bon de 20 euros à chaque voyageur pour payer leur retour à domicile en taxi. Mais, à cette heure de la nuit, il n'y avait évidemment pas suffisamment de taxis disponibles !

De tels retards sur cette ligne Intercités, desservant Riom, Vichy, Moulins et Nevers, n'ont rien d'exceptionnel. Depuis des années, les protestations s'accumulent. Des pétitions avec des milliers de signatures restent sans effet, sans parler des tarifs qui, évidemment, ne diminuent pas. L'État promet une rallonge budgétaire de 130 millions pour améliorer le service, ce qui permettrait, paraît-il, de gagner dix minutes sur le temps de trajet. Mais attention, cette réalisation record ne sera assurée vraiment qu'à partir de 2030 !

Tous les gouvernements ont réduit les budgets publics. Et là, les sangliers n'y sont vraiment pour rien...

Un lecteur
de Clermont-Ferrand

Hôpitaux : la catastrophe permanente

Alors que l'épidémie de bronchiolite se développe dans le pays, la rentrée scolaire laisse craindre une évolution encore plus grave.

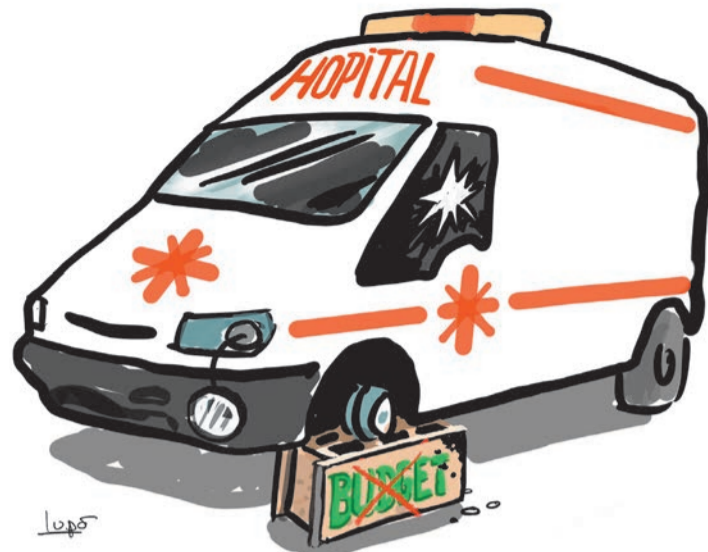
Avec l'afflux des petits malades, les services de pédiatrie sont débordés et, face à cette maladie qui peut être très grave, puisque les bébés peuvent être victimes de détresse respiratoire, le manque de lits et de personnel est dramatique. 2 280 enfants ont consulté pour bronchiolite aux Urgences dans la seule Île-de-France et 777 ont dû être hospitalisés en pédiatrie générale et en réanimation. Mais, pour tous les hôpitaux de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), il n'y a que 60 lits de réanimation pédiatrique et 107 lits de soins critiques. Dans le Grand Est, l'épidémie atteint aussi des records.

Le gouvernement met en

cause la précocité de l'épidémie, qui aurait trois semaines d'avance. Mais le manque de lits et de personnel qualifié dure depuis des années et c'est quasiment tous les ans que les services de pédiatrie sont débordés. Ainsi en 2019 il avait fallu évacuer une trentaine de nourrissons d'Île-de-France vers la province, avec ce qu'on imagine d'angoisse pour les parents. Et si en 2020 on avait échappé à une épidémie de bronchiolite comme de grippe, semble-t-il comme contrecoup de la pandémie de Covid-19, cette année l'épidémie est bien là, avec son lot de drames.

Alors, comme pour la pandémie de Covid-19, l'hôpital, faute de moyens doit

faire preuve de dévouement et d'abnégation, ce dont le personnel ne manque pas. Mais, comme le dit un médecin de l'AP-HP, « on ne va pas rattraper vingt ans de démantèlement des hôpitaux en six mois ». Et la situation en pédiatrie n'est jamais que celle qui existe dans tous les services, dans tous les hôpitaux et cliniques du pays : manque de lits, manque de personnel, manque de moyens. Toutes les mesures, Ségur de la santé et autres, annoncées par le gouvernement ne sont jamais que des cautères sur une jambe de bois. Des mesures d'urgence massives devraient être prises pour embaucher massivement du personnel, donner des raisons aux infirmiers de ne pas quitter l'hôpital. Mais le ministre Vèran se pose



doctement la question de comprendre pourquoi 1 300 élèves infirmiers ont abandonné leur formation ! Il ne se demande pas pourquoi, sur Parcoursup, les écoles d'infirmiers ne proposent que 34 000 places aux lycéens, qui ont été au moins le double à avoir postulé en

juin 2021. Alors, les vocations ne manquent pas pour devenir médecin, infirmier, aide-soignant mais ce sont les gouvernements qui depuis des décennies s'emploient à détruire le système de santé.

Cédric Duval

NB : nous avons écrit dans Lutte ouvrière n° 2779 du 5 novembre qu'« en juin 2021 plus de 680 000 lycéens ont postulé sur Parcoursup pour rejoindre les écoles d'infirmiers ». En fait il s'agit de 680 000 demandes, que les lycéens ont pu renouveler plusieurs fois. Mais on estime entre 60 000 et 100 000 le nombre de jeunes qui les ont faites.

Échelle des salaires



Égalité hommes-femmes : pour 2234 ?

En analysant les chiffres publiés par l'organisme européen de statistiques Eurostat, le collectif féministe Les Glorieuses constate que l'écart de salaire en France entre les hommes et les femmes s'est creusé un peu plus depuis l'an dernier, au détriment des femmes, passant de 15,5 % à 16,5 % de moins.

Cette donnée peut se traduire symboliquement par le fait qu'à partir du 3 novembre, à 9 h 22 précises, les femmes ont commencé à travailler gratuitement jusqu'à la fin de l'année. Elles subissent cette inégalité de salaire dans tous les secteurs d'activité, constate le collectif. Mais, surtout, les secteurs dans lesquels les femmes sont majoritaires, comme la santé ou l'éducation, sont ceux dont les

salaires sont les plus faibles.

Ce ne sont pourtant pas les lois, les décrets, les bonnes intentions affichées sous les gouvernements de tout bord qui ont manqué depuis 1972, date de la première loi sur l'égalité salariale, sous la présidence du gaulliste Pompidou. Onze ans plus tard, en 1983, est venue la loi Roudy, le PS étant au pouvoir avec Mitterrand. Deux autres sont arrivées en 2001 et 2006,

sous Chirac. Puis est venue la loi pour « l'égalité réelle » de 2014, lors de la présidence de Hollande, censée combattre toutes les inégalités, que ce soit dans la sphère privée, professionnelle ou publique. En 2019, Macron n'a pas manqué d'y aller de son couplet, selon lequel la génération actuelle serait celle « de l'égalité femmes-hommes » dans tous les domaines.

Au-delà des paroles comme des écrits officiels, on en est encore là. Selon Rebecca Amsellem, créatrice du collectif, « à ce train-là, on aura l'égalité en 2234 ! »

Marianne Lamiral

Gaz : le gouvernement protège les profits

Le 5 novembre, en fin de soirée, le gouvernement a fait voter en catimini à l'Assemblée nationale une aide financière aux trusts fournisseurs de gaz, sous prétexte de compenser leur manque à gagner à la suite du blocage du prix du gaz jusqu'à la fin de l'année 2022.

Il y a en effet un mois, le Premier ministre, Castex, a annoncé la création d'un « bouclier tarifaire », notamment pour le gaz, qu'il faudrait plutôt appeler « bouclier passoire », car le gouvernement l'a mis en place alors que le gaz avait déjà augmenté de plus de 60 % en un an !

Ce bouclier est dénoncé par les fournisseurs de gaz

en France, qui craignent de perdre avec lui des possibilités de bénéfices. Il n'existe aucun gisement de gaz naturel exploitable sur le territoire, mais une quarantaine d'entreprises achètent du gaz sur le marché dit de gros et le revendent ici aux particuliers ou aux entreprises. Ces fournisseurs sont des grandes entreprises comme Engie (deux

tiers des utilisateurs), TotalEnergies, Antargaz... ou de plus petits ayant moins de 300 000 clients. Leurs bénéfices dépendent de leurs talents en matière de spéculation et des différences entre les prix d'achat du gaz sur le marché mondial et les prix de revente. Mais, actuellement, les prix d'achat flambent et donc tous sont venus se plaindre au gouvernement de cette catastrophe, voire dire qu'ils risquaient de faire faillite.

Si cela est peut-être vrai pour quelques-uns des petits fournisseurs, les autres sont des mastodontes gavés

de profits, notamment grâce à la hausse des prix des matières énergétiques. Engie a ainsi réalisé un bénéfice net de 2,3 milliards d'euros sur le premier semestre 2021 et le groupe pétrolier italien ENI près de 1,2 milliard d'euros rien que sur le 3^e trimestre. Quant à TotalEnergies, il les dépasse tous avec 4,6 milliards sur le dernier trimestre, 23 fois plus par rapport à la période correspondante de 2020 !

Macron et Castex, en bons serviteurs des capitalistes, leur offrent donc sur un plateau cette aide financière estimée à près de

1,2 milliard d'euros à partir de juillet 2022. Quant à ceux considérés comme les « petits », ils prévoient même de leur faire une avance de trésorerie, à partir de février 2022. Quand il s'agit d'arroser de cadeaux les capitalistes, le concept de « petits patrons » peut devenir très extensif !

L'argent des impôts payés par les classes populaires va ainsi servir à dédommager les capitalistes d'un blocage des prix censé protéger celles-ci. La boucle est bouclée.

Arnaud Louvet

Pologne : la loi sur l'avortement est criminelle

Un projet de loi d'initiative citoyenne, déposé par des organisations anti-avortement, a récolté les 100 000 signatures nécessaires pour être pris en compte. Alors qu'il va bientôt être examiné par le Parlement polonais, l'indignation monte contre cette pression réactionnaire.

Le projet de loi prévoit de punir de cinq à vingt-cinq ans de prison, voire la perpétuité, les mères qui recourent à l'avortement et les médecins qui le pratiquent. Il propose de considérer l'enfant comme un être vivant de la procréation à l'accouchement, et donc tout acte le mettant en péril comme un meurtre.

En même temps, le 22 septembre dernier, une jeune femme de 30 ans, enceinte depuis 22 semaines, est décédée dans un hôpital de Silésie où elle avait été admise après avoir perdu les eaux. Le bébé n'était pas viable, mais les médecins ont décidé de ne pas procéder à l'avortement tant que le cœur du fœtus continuerait de battre. La jeune femme a écrit dans son journal : « *Le bébé pèse 485 grammes. Pour l'instant, à cause de la loi sur l'avortement, je dois m'allonger. Et ils ne peuvent rien faire. Ils vont attendre qu'il meure [...] et en plus je peux m'attendre à une septémie.* » C'est ce qui s'est

produit.

Normalement, la mise en danger de la vie de la mère est encore un des cas qui autorisent l'avortement, de même que le viol ou l'inceste, mais pas les cas de malformation du fœtus. Les médecins ont tellement peur qu'on les accuse d'avoir provoqué un avortement trop tôt ou sans raison, qu'ils en viennent à de tels choix inhumains et sordides. Nombre de femmes vivent dans la panique de telles situations de risque d'avortement, craignant elles aussi d'être accusées. Cela est encore plus fréquent dans de petites villes, en province, sous la pression des milieux conservateurs et religieux. Chacun comprend, alors que les deux médecins en cause viennent d'être déférés en justice, qu'il n'y a là qu'une tentative du gouvernement pour répondre à l'indignation que l'événement a provoquée et les en rendre seuls responsables.

Des réactions ont eu lieu un peu partout en Pologne.



Pologne : « Ça pourrait être n'importe laquelle d'entre nous. »

Le 1^{er} novembre, où il est traditionnel de mettre des petites bougies allumées dans les cimetières, des bougies blanches ont été allumées un peu partout, avec des pancartes « Plus jamais cela », et

surtout des panneaux portant des listes de noms de femmes décédées dans des situations similaires. Le 6 novembre, des manifestations ont eu lieu à Varsovie, Cracovie, Gdansk et dans plusieurs grandes villes.

Il est inadmissible de voir encore aujourd'hui, quand ils en ont le pouvoir, l'Église et les milieux réactionnaires imposer leurs préjugés au risque de tuer.

Nelly Meyer

Nicaragua : l'ex-guérillero devenu dictateur

Sans surprise, dimanche 7 novembre, le président sortant du Nicaragua, Daniel Ortega, a été réélu avec 75 % des voix ; les électeurs devaient également renouveler les députés.

Le président sortant avait pris soin de verrouiller ces élections en emprisonnant ses principaux opposants et en interdisant les trois partis susceptibles de le concurrencer, ne laissant en lice que des petits partis satellites du régime. Cette élection c'était « Ortega contre Ortega », comme le résumait la rue.

En 1979, le Front sandiniste de libération nationale

(FSLN), devenu aujourd'hui le parti godillot d'Ortega, était un groupe de guérilleros qui avait lutté et renversé la dictature pro-américaine de Somoza qui, de 1936 à 1979 soit pendant 43 ans, avait régné sur ce pays qu'il appelait « son ranch ».

Désormais le ranch a changé de propriétaire et appartient au couple de Daniel Ortega et de sa compagne,

Rosario Murillo, qui règne sans partage sur le Nicaragua depuis 2007.

Les sandinistes, alors combattus par les États-Unis dirigés par Reagan, avaient été à la tête du pays de 1979 à 1990, date à laquelle ils avaient perdu l'élection au profit de la droite. Ortega jura alors que, s'il revenait aux affaires, il ne lâcherait plus le pouvoir.

C'est ainsi que, de 2007 à 2017, il a gouverné en partenariat avec les principaux groupes capitalistes qui dominent la vie économique du pays, de grandes familles qui ont fait leur fortune dans la finance, les télécommunications ou l'agro-alimentaire, le café notamment. Dans cette période, Ortega a multiplié les réformes réduisant la part revenant à la population, jusqu'à la réforme de trop qui a jeté dans la rue les ouvriers, les paysans, la jeunesse et les quartiers populaires.

L'explosion sociale d'avril 2018 s'est prolongée durant trois mois. Cramponné à son pouvoir, Ortega a envoyé ses policiers et ses nervis réprimer dans le sang ce mouvement, ce qui a coûté la vie à

près de 400 personnes, et en a blessé 2 000. Il a jeté en prison de nombreux opposants, qui y croupissent depuis. Le Nicaragua est devenu un État policier, qui met la pression sur la population pour la décourager de reprendre le chemin de la lutte.

En prévision des élections, Ortega a assuré son quatrième mandat. Fin 2020, l'arsenal législatif a été renforcé pour menacer de prison à perpétuité ceux qui commettraient des « crimes de haine », une formule assez vague pour permettre tous les arbitrages. À partir de mai-juin 2021, une trentaine d'opposants, d'anciens alliés des partis bourgeois ou d'anciens combattants du Front sandiniste, ont été emprisonnés et leurs proches assignés à résidence. Entre mai et août 2021, le Conseil suprême électoral censé veiller à la bonne marche des élections, en réalité un instrument au service du couple Ortega-Murillo, a annulé le statut légal des trois principaux partis d'opposition, ainsi interdits d'élection.

La politique d'Ortega

lui a aliéné des soutiens et a déclenché des sanctions qui le privent de certaines lignes de crédit venant des États-Unis ou de l'Union européenne. Il parvient cependant à slalomer entre les aides et subventions internationales et espère ainsi se maintenir le plus longtemps possible, affichant par ailleurs un anti-impérialisme aussi virtuel que les sanctions prises contre lui par les États-Unis. En effet ni les uns ni les autres ne veulent nuire aux groupes capitalistes du Nicaragua. Et toutes les difficultés que rencontre la population sont mises au compte de la pandémie.

Bien involontairement, Ortega a aussi montré que le salut ne peut venir ni des urnes, ni même d'un groupe de guérilleros décidés. Le changement, pour les classes populaires, nécessite non seulement leurs mobilisations et leurs luttes, mais aussi l'établissement d'un véritable pouvoir prolétarien placé sous leur contrôle permanent.

Jacques Fontenoy



Affiche électorale de Daniel Ortega et sa femme sur un mur de Managua.

Mali: les travailleurs relèvent la tête

Dans le numéro du 1er novembre de leur journal **Le pouvoir aux travailleurs, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) rapportent les grèves qui se sont déroulées pour lutter contre la vie chère, les abus patronaux et le mépris de l'État.**

Avec le soutien de leur syndicat, les employés de banque ont fait une grève de 72 heures à compter du 27 octobre 2021. De nombreux établissements financiers ont été touchés. Les grévistes ont mis sur pied des piquets de grève pour faire respecter leurs mots d'ordre. Ils réclament, entre autres, des augmentations de salaire, la

réintégration de leurs camarades licenciés pour motif économique, l'embauche des travailleurs intérimaires, une meilleure gestion des fonds sociaux en principe destinés à l'aide au sein de l'entreprise, mais que les travailleurs ne perçoivent pas lorsqu'ils en font la demande. Ce mouvement revendicatif a touché également les

prestataires du PMU-Mali ainsi que les employés de certaines stations-service (Oryx, Total et Shell). Les pompistes en grève veulent un salaire décent et de meilleures conditions de travail. Ils en ont assez d'être traités comme des bêtes de somme et le disent haut et fort: «*Nous travaillons de 6 heures à minuit sans prime de travail, pas de congé ni de permission, sans compter les licenciements abusifs sans préavis.*» Leur délégué explique: «*Certains sont employés depuis 10 ans et payés 25 000 ou 30 000 F CFA par mois* (entre 38 et 46 euros

environ).» Sachant que le kilo de viande fraîche actuellement les 4000 F CFA à Bamako, que le sac de 50 kg de riz dépasse les 20 000 F CFA ou que le bidon de 20 litres d'huile est à 24 000 F CFA, comment faire vivre toute une famille avec un si petit salaire? Ces travailleurs sont conscients qu'en se mettant en grève ils peuvent être licenciés sans ménagement par leurs patrons au comportement d'esclavagistes, mais ils ont tout de même osé lever la tête et cela peut encourager d'autres à en faire autant.

Même si ce mouvement

de grève n'a été que partiellement suivi, il a quand même été vu par de nombreux habitants et travailleurs de la capitale malienne. Nombre d'entre eux vivent et travaillent dans les mêmes conditions que ces pompistes et se serrent la ceinture comme eux pour joindre les deux bouts. Ils pourraient aussi s'inspirer de leur lutte pour défendre leurs intérêts, car ce n'est que collectivement, par leurs luttes, qu'ils pourront faire reculer les patrons et le gouvernement.

Le pouvoir aux travailleurs

Ouganda: l'État français complice de Total

Le groupe pétrolier Total se prépare à lancer l'exploitation d'un gisement pétrolier en Ouganda, au grand mépris des populations locales mais avec l'appui sans faille du gouvernement français.

Ce gisement a été découvert en 2006, au bord du lac Albert, à proximité de la frontière de la République démocratique du Congo. Un oléoduc long de 1500 km acheminera le pétrole jusqu'au port tanzanien de Tanga. Pour mener à bien ce projet, 100 000 personnes ont été expropriées, chassées de leurs habitations et des champs qui les faisaient vivre. Des témoins ont rapporté comment ils avaient été victimes de pressions et d'intimidations pour signer les documents que leur tendaient les représentants de Total. Ceux-ci se déplacent dans les villages accompagnés de la police ougandaise, bien connue pour ses exactions et sa brutalité.

Emmanuel Macron appuie de tout son poids ce projet. Lorsque le président ougandais, Yoweri Museveni, a été

réélu pour la sixième fois en janvier 2021, il lui a adressé une lettre de félicitations lui annonçant en même temps la visite de son ministre du Commerce extérieur, Franck Riester, qui «suivra la signature de la décision finale d'investissement entre l'Ouganda, la Tanzanie et le groupe Total», écrivait-il. Quel que soit le président, Total a toujours eu ses entrées auprès des dirigeants français. Ses cadres font la navette entre les sommets de l'appareil d'État et les directions de Total. Un directeur de Total a été conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian à la Défense, puis aux Affaires étrangères, de 2012 à 2019. Il est aujourd'hui chargé de conseiller le groupe sur ses rapports avec les pouvoirs publics français. Dans l'autre sens, une actuelle directrice

de la diplomatie économique au ministère des Affaires étrangères fut un cadre supérieur de Total de 2011 à 2019.

L'armée française est partie prenante de l'affaire. Une brigade d'infanterie de montagne a été envoyée sur place pour former l'armée ougandaise, et surtout tisser des liens avec ses responsables. Les forces de sécurité de Total agissent de concert avec la police spéciale du pétrole nouvellement créée par l'Ouganda. Le directeur de la sécurité de Total est d'ailleurs Denis Favier, l'ancien directeur général de la gendarmerie qui mena, au barrage de Sivens, les opérations ayant abouti à la mort de Rémy Fraisse.

L'interpénétration entre l'appareil d'État français et les multinationales du pétrole pour piller l'Afrique est une vieille histoire et, quoi qu'en dise Macron, rien n'a changé.

Daniel Mescla



Milliardaires philanthropes: charité bien ordonnée...

À l'occasion de la COP 26, Jeff Bezos vient de promettre un don de deux milliards d'euros et Bill Gates 315 millions d'euros pour des projets liés à la défense de l'environnement. Quant à Elon Musk, il évoque la possibilité de donner six milliards pour la lutte contre la faim dans le monde.

Qu'il s'agisse de coups médiatiques ou de dons réels, dans tous les cas, vu le niveau de la fortune de ces gens-là, ce ne sont que des aumônes... non dénuées d'arrière-pensées. La fortune d'Elon Musk s'élève à 151 milliards de dollars et celle de Bill Gates à 124 milliards de dollars. Quant à Jeff Bezos, l'homme le plus riche du monde, sa fortune a augmenté pendant la crise sanitaire. Ce don de deux milliards ne représente que 3% de la fortune qu'il a accumulée en un an seulement. Et il n'en est pas à sa première action de charité! En 2020, il avait déjà versé dix milliards de dollars à une fondation censée défendre le climat. Cela ne l'a visiblement pas appauvri et pas non plus empêché de se payer un vol de quelques minutes dans l'espace en 2021, avec des conséquences sur la pollution autrement plus tangibles que ses belles paroles.

Et surtout ces philanthropes savent depuis longtemps que leurs dons rapportent des exonérations d'impôts conséquentes, quand ils ne rapportent pas

directement des bénéfices. La fondation de Bill Gates dispose ainsi d'un capital de 27 milliards d'euros dont elle se sert pour promouvoir des actions dans le domaine de la santé... alors même que Bill Gates possède des parts importantes dans de nombreux trusts pharmaceutiques. On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même!

De toute façon, ces généreux donateurs jouent les philanthropes avec de l'argent qui n'est pas le leur. Car ces fortunes concentrées entre les mains de quelques individus ne sont pas tombées du ciel. Elles proviennent de l'exploitation des 70 757 salariés qui travaillent dans le groupe Tesla pour Elon Musk, de celle des 148 000 salariés du groupe Microsoft pour Bill Gates et de celle de près d'un million de salariés du groupe Amazon pour Jeff Bezos.

Le seul mérite de ces annonces est d'indiquer où sont retenues les richesses, et quels coffres-forts il faut forcer pour régler les problèmes qui se posent à l'humanité.

Joséphine Sina



Crise du papier : les trusts imposent leur loi

Comme beaucoup de secteurs de l'économie, celui du papier connaît des pénuries et une hausse brutale des prix. À l'approche des ventes de Noël, les éditeurs de livres craignent de manquer de papier. Les imprimeurs annoncent qu'ils devront s'en remettre aux hasards des livraisons.

Même les producteurs de papier toilette prévoient des retards de livraison. En huit mois, le prix de la pâte à papier a augmenté de presque 50%. C'est une conséquence de l'augmentation du prix d'autres matières premières, comme le bois, ou de ceux de l'énergie car l'industrie du papier en est grosse consommatrice. Mais c'est aussi le fruit de choix des grands groupes qui dominent le secteur.

Le leader mondial du papier est le groupe américain International Paper, suivi de groupes européens très puissants, comme le finno-suédois Stora Enso ou le finlandais UPM. Tous contribuent depuis des années à l'évolution du marché du papier. D'un côté, le développement du numérique a fait chuter la consommation des papiers, sur lesquels les livres et les journaux sont imprimés. De l'autre, la forte hausse du commerce par internet a accru la demande de carton d'emballage.

La crise sanitaire a

accélééré cette évolution. Pendant les premiers confinements, les fermetures des librairies, des kiosques à journaux, des écoles et des universités ont entraîné un effondrement de la demande de papier, alors que les commandes de colis en tout genre sur Internet, chez Amazon ou ses concurrents, ont fait exploser la demande de cartonnages.

Les grands groupes ont donc transformé des lignes de production de papier en lignes de production de carton. Et surtout ils ont fermé des usines de papier. En 2021, le leader européen Stora Enso a annoncé la fermeture de deux usines, une de 670 salariés en Finlande et une autre de 440 salariés en Suède. Ces fermetures s'ajoutent à celles de nombreuses usines ces dernières années. Les autres grands producteurs ont suivi la même politique, visant à la réduction des capacités de production de papier, ce qui a aggravé les pénuries, fait grimper les prix... et



DNA-VOSGES-MATIN

Une usine de papier dans les Vosges.

permis à ces groupes d'accroître leurs marges. Au point que la Commission européenne, sans doute poussée par des grands groupes de l'édition ou de la presse qui voudraient, eux, faire baisser les tarifs du papier, a dû annoncer qu'elle allait enquêter sur une entente entre les trusts du secteur pour avoir « *enfreint les règles antitrust de l'UE, qui interdisent les*

ententes et les pratiques commerciales restrictives ».

Ce qui se passe dans le secteur du papier n'est qu'un exemple. Les pénuries et les hausses de prix, parties du secteur de l'énergie et du transport maritime, se sont généralisées à de nombreuses branches de l'économie. Ce que la presse a appelé depuis des mois la reprise n'est en fait qu'une situation où la production

est de plus en plus désorganisée. La politique des trusts qui dominent des secteurs entiers n'est pas de tenter d'y remettre de l'ordre. Ils en sont incapables, car leur priorité est d'en profiter. Les exproprier, commencer à planifier la production à l'échelle de l'ensemble de l'économie, les trusts eux-mêmes en démontrent la nécessité.

Pierre Royan

Facebook : nouvelle technologie, vieille morale...

Connue pour avoir accusé son ancien employeur, Facebook, de faire primer « le profit sur la sûreté » de ses utilisateurs, Frances Haugen a pris la parole devant une commission du Parlement européen, lundi 8 novembre, avant de se rendre en France pour intervenir à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Embauchée en 2019 par le groupe gérant les réseaux sociaux Facebook, WhatsApp et Instagram, pour lutter contre la diffusion de discours de haine et de

fausses informations, cette informaticienne explique avoir vainement tenté pendant deux ans de faire évoluer de l'intérieur les pratiques de l'entreprise. En

mars 2021, elle a décidé de rendre publics des documents internes, les faisant parvenir au régulateur de la Bourse américaine, la SEC, au Congrès américain, ainsi qu'à des journalistes dans le monde entier.

Au fil des publications par la presse, le grand public a pu apprendre que, pour augmenter le temps passé en ligne par les utilisateurs, Facebook a programmé des algorithmes favorisant la désinformation ou la diffusion de propos dits toxiques, d'après les modérateurs du réseau. Il semblerait que ces algorithmes soient devenus d'une complexité telle qu'ils échapperaient à leurs propres concepteurs, sans que cela trouble outre mesure Facebook. Les documents montrent aussi que le réseau social consacre davantage de ressources à instaurer une modération des propos en Occident, et beaucoup moins dans le reste du monde. Ainsi, en Inde, les discours de haine contre la minorité musulmane ont pu se répandre sans obstacle en 2020. Comme l'a déclaré Frances Haugen devant

les parlementaires britanniques à Londres le 25 octobre, « *publier du contenu haineux serait le meilleur moyen de croître* ».

La publication de l'étude interne dévoilant que Facebook avait tout à fait conscience des dangers de l'application Instagram pour la santé mentale des adolescentes, exposées sans cesse au mythe du corps féminin idéal, est celle qui a eu le plus de retentissement aux États-Unis mêmes, conduisant à l'organisation d'une audition au Congrès.

Pour tenter de sortir son groupe de la tourmente, son dirigeant et fondateur, Mark Zuckerberg, a annoncé le 28 octobre le changement de nom de la société mère Facebook en Meta. Il est bien sûr peu probable que cela suffise à mettre véritablement un terme aux pratiques dénoncées. Rassemblant chaque jour près de deux milliards d'internautes, Facebook est devenu un très puissant outil de communication, servant tout à la fois à des échanges privés, à de très nombreux organismes ou à des associations, à la

création de liens sociaux comme à la diffusion d'informations de toute sorte. Mais c'est surtout une entreprise privée comme les autres, ayant pour objectif de faire du profit. De ce point de vue, avec un bénéfice de 9,2 milliards de dollars (7,9 milliards d'euros) au troisième trimestre 2021, en augmentation de 17% sur un an, son objectif est atteint.

Mais cela est-il nouveau ? Si la technologie est nouvelle, la fonction ne l'est pas. Pendant longtemps, c'est la presse papier aux mains de colosses capitalistes qui a eu le monopole de la diffusion des nouvelles, vraies ou fausses, mais en tout cas orientées vers la défense de l'ordre social dominant. Si les dirigeants de Facebook se montrent dénués de morale et capables de pratiques toxiques, ce n'est pas la technologie qui est à mettre en cause, mais une société où la domination du capital et l'argent-roi peuvent tout pourrir, à commencer par les circuits d'information.

Marc Rémy



FABIO ISIDORO

Le siège de Facebook en Californie en 2013.

Migrants : liberté de circulation !

Jeudi 4 novembre, un TER a percuté un groupe de migrants qui traversaient les voies pour rejoindre leur camp de fortune près de Calais. L'un d'eux est mort, trois autres ont été blessés, dont un grièvement. Un autre encore a été retrouvé sans vie dans un bateau à Wissant, dans le Pas-de-Calais.

À Calais, leurs mini-camps sont systématiquement détruits par la police, leurs affaires confisquées. À Grande-Synthe, dans le Nord, leur nombre aurait triplé : les associations humanitaires estiment qu'ils seraient entre 1000 et 1500, et le maire se dit débordé.

À Calais, sous la pression des associations, dont deux membres continuent leur grève de la faim, le ministre de l'Intérieur a seulement annoncé que le démantèlement des camps aurait lieu tous les trois jours, au lieu de tous les deux jours. Il a

décidé également la création d'un centre d'accueil temporaire de 300 places qui ne sera, selon les organisations humanitaires, que l'antichambre du centre de rétention et de l'expulsion du territoire français, puisque la plus grande partie de ces migrants ont été déboutés du droit d'asile. Il ne leur reste qu'à fuir le plus vite possible.

Mais, à chaque voyage, ils risquent leur vie et souvent la perdent. Huit cents d'entre eux ont dû être secourus dans la Manche la première semaine de

novembre. Entre janvier et la fin août 2021, 15 400 auraient tenté la traversée, contre 9 500 en 2020 selon le préfet maritime. 3 500 auraient été secourus pendant la traversée. Mais ils ne renoncent pas. Comme le dit un des migrants : « *Mieux vaut essayer que pleurer.* »

Survivre dans des conditions d'insalubrité insupportables, sous la pression policière constante et la menace d'être expulsé, ou bien tenter une traversée périlleuse en zodiac ou caché dans un camion, malgré une surveillance renforcée dans les zones portuaires : tel est le choix que leur impose la politique des pays riches qui se referment dans des frontières, cette survivance d'un autre âge.

Sylvie Maréchal



À Calais, le 7 novembre, des militants tentent d'empêcher l'expulsion d'un camp de migrants.

NORD LITTORAL

Étudiants sans-fac : des jeunes privés d'études

Des militants et des étudiants de Nanterre ont mené des actions pour obtenir l'inscription de 61 étudiants qui s'en trouvaient dépourvus. Cela met en lumière le fait que nombre de jeunes bacheliers se retrouvent aujourd'hui sans solution, dans l'indifférence du ministère de l'Enseignement supérieur.

Combien sont-ils dans l'ensemble du pays à n'avoir pas trouvé de formation ? La plateforme Parcoursup, censée trier les étudiants selon les choix formulés, a contribué à rajouter de l'opacité à un système déjà très sélectif.

Début octobre,

Frédérique Vidal se félicitait de son bilan en tant que ministre de l'Enseignement supérieur : « *Depuis 2017, nous faisons avancer la démocratisation et la réussite et cette année n'y déroge pas.* » En fait, 30% des bacheliers qui ont trouvé une place se déclarent insatisfaits de leur

orientation. Par ailleurs, la ministre affirme que seuls 239 bacheliers n'en avaient pas trouvé et que ces derniers, principalement issus de baccalauréats professionnels, étaient accompagnés dans leur recherche. Ce chiffre est évidemment grossièrement minoré. En juillet dernier, 22 000 lycéens avaient renoncé et quitté la plateforme faute de réponse et 66 000 étaient sans affectation. Combien ont renoncé depuis ? Il est impossible de le savoir.

Nombre de jeunes ont essayé de joindre les rectorats

de leur académie et se sont heurtés à des portes closes. Les dispositifs SOS rentrée ont disparu dans la plupart des municipalités, faute de subventions. Les enfants de parents qui ont les moyens de payer, ou qui s'endettent, ont rejoint des formations privées. Les autres ont disparu des radars du ministère.

Ainsi, prétendre que tout marche sur des roulettes comme le clame la ministre de l'enseignement supérieur ne peut tromper personne. Depuis des années, les gouvernements refusent

de construire les universités et les écoles pour faire face à la hausse démographique : en 2020, il y a eu dans l'enseignement supérieur 59 600 entrées supplémentaires par rapport à l'année précédente, 34 000 en 2021. Il faudrait de la place dans plusieurs universités pour accueillir ces nouveaux étudiants.

Mais investir massivement dans l'Éducation est ce que se refuse à faire ce gouvernement, tout comme les précédents.

Aline Urbain

Satellite militaire : les milliards s'envolent

La ministre de la Défense, Florence Parly, a fièrement salué fin octobre l'envoi dans les nuages d'un nouveau joujou militaire ultratechnologique, le premier satellite du programme « Syracuse 4 ».

Lancé par Ariane dans la nuit du 23 octobre, ce satellite de communication militaire est censé pouvoir mettre en relation à tout moment, à haut débit et bien

sûr en toute sécurité, navires, sous-marins, véhicules terrestres et aéronefs des trois armées françaises. D'autres engins du même genre existent déjà, mais

ils auraient été sujets à des failles de sécurité et repérés, voire contactés, par des satellites espions.

Pour la modique somme de 4,3 milliards d'euros, ce premier satellite du programme et ses deux futurs petits frères sont en tout cas chargés d'assurer aux patrons de Thales et Airbus des rentrées régulières et lucratives, ne serait-ce que grâce aux prestations de soutien prévues pendant dix-sept années. On peut estimer ce que le programme « Syracuse 4 » coûtera à la population : des centaines de lits d'hôpitaux, d'aides-soignants, d'auxiliaires de vie scolaire, etc. Mais il faut bien que les profits de Thales Alenia Space et Airbus Defence & Space poursuivent leur ascension...

Viviane Lafont



Lyon : poches pleines et logements vides

Alors que le nombre de SDF a doublé en neuf ans et demi, et que le procès d'un réseau de marchands de sommeil se déroule en ce moment-même à Lyon, près de 18 000 logements sont inoccupés depuis au moins deux ans

dans la métropole. L'État ne met pas en application son propre décret de 2019 permettant aux préfets de réquisitionner les logements vacants. En revanche, poursuivre les personnes en incapacité de payer, ça il sait faire !

Taxer les riches propriétaires fonciers ? Même un élu de la Métropole avoue qu'« *il y a des personnes qui ont tellement d'argent qu'elles préfèrent renoncer à un loyer et payer la taxe. Avec la hausse du prix de la pierre, elles sont assurées d'un fort profit le jour de la revente.* ». Pour se loger dignement, il faudra imposer la réquisition des logements vides à la bourgeoisie.

Correspondant LO



Bonna Sabla – Conflans-Sainte-Honorine: **intérimaires en grève pour l'égalité des droits**

Une cinquantaine d'intérimaires de l'usine Bonna Sabla à Conflans-Sainte-Honorine, dans les Yvelines, sont en grève depuis le 2 novembre. Ils se battent pour obtenir la même prime de 4 000 euros que les travailleurs en CDI.



Les grévistes, le 5 novembre.

Bonna Sabla, du groupe suédois Consolis, fabrique des voussoirs pour les voûtes des nouvelles lignes du Grand Paris. Il y a quelques mois, à l'occasion de l'appel d'offres pour une nouvelle tranche de travaux, l'entreprise a beaucoup augmenté ses prix... et un concurrent a remporté le marché.

Officiellement, l'entreprise aurait perdu trop d'argent si elle n'avait pas augmenté ses tarifs. C'est surprenant, car elle venait de faire des investissements de production. Et, plus bizarre encore, c'est sa troisième fermeture, avec licenciement

de tous les travailleurs, en une dizaine d'années. Elle a rouvert en 2018, justement pour le Grand Paris. Alors, s'agit-il d'une volte-face d'actionnaires trouvant le profit insuffisant, d'une magouille pour se répartir le marché entre concurrents, ou d'autre chose? Peu importe, le secret des affaires sert justement à masquer les raisons inavouables des coups portés contre les travailleurs. Là, 80 travailleurs en CDI et autant d'intérimaires seront mis dehors, la plupart d'ici janvier.

Sauf que, en même temps que Bonna Sabla veut fermer

son site, l'entreprise doit produire et livrer jusqu'au bout ses voussoirs pour alimenter les tunneliers du Grand Paris. Alors, pour calmer la colère des embauchés, elle leur a versé 4 000 euros de prime de bonus de fin de chantier et paie même les heures supplémentaires actuelles à 140% au lieu de 120%.

L'attribution de la prime aux seuls embauchés a révolté les intérimaires. Beaucoup ont autant, voire plus, d'ancienneté que les CDI. Ils ont donc préparé secrètement une grève pour le 2 novembre au matin, veillant ensuite jour et nuit à la porte. Deux tunneliers ont été mis à l'arrêt dans la semaine. Quand, lundi 8 novembre, la direction a vu des grévistes aussi déterminés qu'au premier jour, elle a fait appliquer un jugement d'expulsion par la police.

Les grévistes ne se sont pas laissés démoraliser. Ils ont décidé de poursuivre leur mouvement. Le jour même, ils sont allés à l'usine Renault de Flins prendre la parole et discuter avec les ouvriers en CDI et en intérim.

Bonna Blabla, comme ils surnomment ce patron voyou, n'en a pas fini avec eux.

Correspondant LO

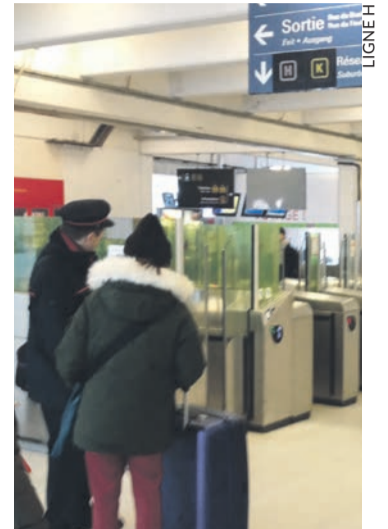
SNCF – Paris-Nord: **rassemblement contre la réorganisation**

Mardi 2 novembre, 30 grévistes du service commercial de la ligne H du transilien se sont réunis en assemblée générale à la gare d'Erment-Eaubonne, tandis que 60 agents en grève de la ligne B se retrouvaient à celle d'Aulnay-sous-Bois au même moment.

Ils ont voté le fait d'aller envahir ensemble les locaux de la direction régionale SNCF de Paris-Nord.

Depuis l'annonce fin septembre d'une nouvelle réorganisation, une partie des cheminots du service commercial de Paris-Nord, lignes H et B, ont décidé de ne pas se laisser faire. Cette réorganisation bouleverserait les horaires, supprimant notamment des horaires de journée et réduisant les présences en soirée en gare. Elle impliquerait des pertes importantes sur les fiches de paie, et de nouveaux problèmes pour gérer la vie quotidienne et les gardes d'enfants, qui représenteraient une dépense supplémentaire.

Une fois à la direction régionale, près de 70 cheminots de différents secteurs de Paris-Nord ont dit leur colère, devant la cadre des Ressources humaines descendue dans le hall. Ainsi une agente a dénoncé les bas salaires et cette attaque qui aggraverait les problèmes. À la réponse de cette cadre, « c'est bien facile de parler comme ça », il est apparu qu'elle n'avait



pas la moindre idée des salaires des cheminots qu'elle avait en face d'elle. Mais sans honte, elle a répondu à la cheminote par une autre question, sur un grade qui n'existait même pas, faisant bien rire les présents.

Ce premier rassemblement, lignes B et H ensemble, montre la voie: la force des travailleurs c'est la grève, tous ensemble contre la direction. Les deux assemblées ont voté pour continuer le combat avec comme prochaine étape une journée de grève le 1^{er} décembre.

Correspondant LO

CAF: **nouveau directeur, nouvelles restrictions**

Depuis le 1^{er} novembre, la CNAF (caisse nationale des allocations familiales) a un nouveau directeur. Il est chargé de chapeauter l'ensemble des CAF... et surtout d'appliquer les décisions prises par le gouvernement.

Le directeur précédent, Vincent Mazaucic, vient d'être nommé Conseiller d'État. Au cours de ses années passées à la CNAF, il a rempli les objectifs fixés par le gouvernement: suppressions de postes et économies sur les prestations. Son bilan est de 2 100 suppressions de postes et 1,1 milliard d'euros d'économies sur la réforme des aides au logement, alors qu'il n'était envisagé que 750 millions d'euros. Ce sont les familles qui trinquent, et lui a été récompensé.

Son successeur est Nicolas Grevel, ancien élève de l'ENA. Il a été directeur du cabinet de François Rebsamen, également directeur

adjoint du cabinet de Michel Sapin (deux ministres du Travail), et dernièrement, président de l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine). Comme son prédécesseur, il devra à son tour imposer les mesures décidées par le gouvernement: diminution du taux des prestations, suppression des effectifs, économies en tout genre. Quant aux stocks de dossiers en souffrance dans les CAF, ils continueront à s'entasser.

Les allocataires comme les employés des CAF doivent se préparer à riposter contre ses futures mesures.

Correspondant LO

L'Oréal: **derrière le clinquant, l'exploitation brutale**

Quand l'an dernier L'Oréal a décidé de fermer plusieurs magasins de la marque Nyx, affectés à sa filiale Retail Excellence 4, cette entreprise géante a proposé à des vendeurs des postes à plus de 2 h 30 de chez eux.

Ceux qui ont refusé ont été licenciés, non pas avec les indemnités dues en cas de licenciement économique, mais avec les indemnités bien moindres, perçues en cas de licenciement pour causes personnelles.

Les salariés de Nyx ont alors appris à leurs dépens que des responsables syndicaux avaient auparavant signé avec la direction de Retail Excellence 4, donc de L'Oréal, un accord de performance collective autorisant ces licenciements au rabais.

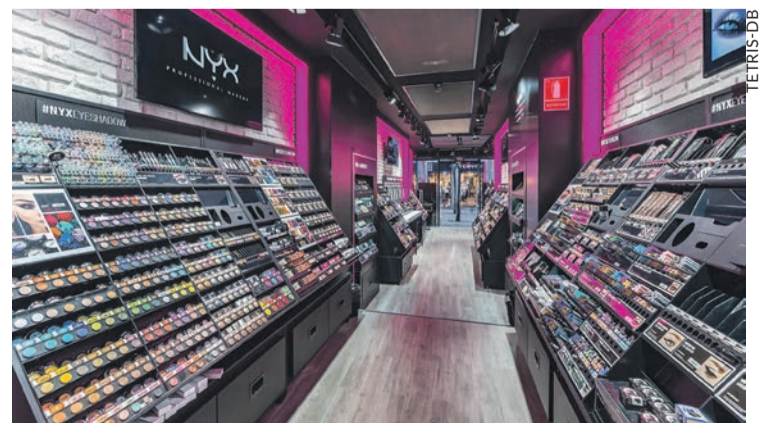
Cinq cadres, ulcérés par ces méthodes rendues possibles par une ordonnance prise en 2017 par le gouvernement de Macron, ont alors écrit à leur direction pour demander que leurs

collègues soient reclassés dans une des nombreuses activités de L'Oréal proches de chez eux, ou au moins puissent toucher des indemnités de licenciement plus importantes. Ils ont été rapidement mis à l'écart de leurs responsabilités, puis licenciés eux-mêmes au

printemps dernier pour faute grave, sans préavis.

Salariés jetés dehors, ceux qui protestent écartés: voici ce qui explique en partie, alors même qu'une crise balaye le monde, les milliards de bénéfices annuels, le doublement de la valeur de l'action L'Oréal depuis 2019, et le statut de femme la plus riche du monde que détient l'héritière Françoise Bettencourt-Meyers, sa propriétaire.

Lucien Détroit



Madame de Montchalin: fouet en main contre les territoriaux

La loi de transformation de la fonction publique votée en août 2019 aurait déjà, selon la ministre Amélie de Montchalin, permis à la moitié des collectivités locales d'imposer aux agents territoriaux dépendant d'elles une augmentation du temps de travail et la suppression de jours de congé.

Depuis des mois, des grèves et des manifestations ont eu lieu, rassemblant à chaque fois des dizaines voire des centaines d'agents territoriaux qui refusent la dégradation de leurs conditions de travail, déjà fort pénibles, et le vol de leurs congés, entraînés par l'application de cette loi. Avant le 1^{er} janvier 2022, les municipalités et collectivités locales devraient imposer aux agents territoriaux, pour les trois quarts de catégorie C, donc avec des salaires au bas de l'échelle, la loi « des 1 607 heures annuelles » correspondant aux 35 heures appliquées dans le privé. Pour nombre d'entre eux, qui travaillent déjà souvent au-delà de

39 heures par semaine, cela se traduira par des congés supprimés, notamment des récupérations de travail du week-end.

N'ayant que le mot « valeur travail » à la bouche, de Montchalin prétendait fin octobre, sur les ondes de Sud radio, qu'avec cette loi l'objectif du gouvernement dont elle fait partie était que « l'action publique fonctionne mieux », mais également « que les agents publics soient mieux payés. » « Et comment on fait, ajoutait-elle, pour mieux payer les gens ? Eh bien on s'assure que leur temps de travail soit bien a minima de 35 heures. »

À ce galimatias hypocrite, on rétorquera que, pour que l'action publique

fonctionne mieux, il faut embaucher, au lieu de viser, comme c'est le but réel de la loi, la suppression de 57 000 postes de territoriaux. Quant à mieux payer ces travailleurs du public, ce n'est pas en augmentant leurs horaires, et non leurs salaires, que leur employeur, municipalité ou collectivité, lui aussi soucieux de faire des économies, y œuvrera.

Sa dernière attaque en date passe par la situation de Paris, où la maire, Anne Hidalgo, a bien dû reculer face à la mobilisation, au printemps dernier, de centaines d'éboueurs, d'égoutiers et autres agents, et ne leur a supprimé « que » trois jours de congé, sur les huit entraînés par l'application de la loi.

Clairement en campagne pour son patron Macron, de Montchalin s'emploie, à travers les préfets, à presser les maires encore réticents à appliquer cette loi antiouvrière. Elle



Manifestation de territoriaux à Nanterre, le 18 mai 2021.

peut d'ailleurs s'appuyer sur de « bons éléments », comme les municipalités PS ou EELV de Montpellier, de Nantes, de Rennes ou de Grenoble pour rappeler à l'ordre les récalcitrants. Car, pour les agents

concernés, 60 heures de plus par an, quatre ou six jours de congés supprimés, et l'aggravation du sous-effectif, constituent une attaque inacceptable, et loin d'être acceptée.

Viviane Lafont

Aéroport de Roissy: pas qu'une affaire de convention collective

Dernièrement, le reportage télévisuel Complément d'enquête a montré les dessous des boulangeries Paul et des boutiques de macarons Ladurée. La famille qui les possède est la 40^e fortune du pays, et base ses sociétés au Luxembourg pour éviter les impôts.

Le reportage montre que les salariés qui fabriquent les pâtisseries ont beau travailler de nuit, ils ne sont pas payés plus. L'astuce consiste à se mettre sous la convention « hôtels cafés restaurants », et non « pâtisserie », bien que Ladurée se soit spécialisé dans la vente de ces macarons, revenant 20 ou 30 centimes sortis d'usine mais vendus près de dix fois plus dans des boutiques bien placées, dans les gares et aéroports.

Cette duperie sur les conventions collectives est pratiquée couramment à l'aéroport de Roissy, où ces marques sont implantées. Ainsi, la direction de Servair, l'entreprise qui confectionne les plateaux repas embarqués dans les avions, a été condamnée récemment pour avoir utilisé depuis près de vingt ans la convention collective de la restauration plutôt que celle du transport aérien, afin de payer moins cher

les salariés. Les syndicats regroupent actuellement les plaintes en justice pour faire payer les arriérés de salaire dus sur près de vingt ans. City One Welcome, une entreprise d'accueil, utilise pour sa part la convention « prestataires de services » au lieu de « transport aérien, personnel au sol », afin par exemple de ne pas payer de 13^e mois.

En résumé, dans la zone aéroport, la seule convention que les entreprises appliquent vraiment, c'est celle, même si elle n'est pas codifiée, du « vol patronal ». Il est difficile de voir dans ce fouillis de textes si une convention est réellement meilleure qu'une autre. Certaines le sont sur certains points, pas sur d'autres. Ce qui est sûr, c'est que lorsque les patrons choisissent, ils font leurs comptes. Lorsque les syndicats portent l'affaire en justice, cela fait partie de leur travail. Mais encore faut-il gagner et ensuite réussir à faire payer les patrons ! Plusieurs centaines de salariés de Servair se sont réunis à la suite du jugement qui condamne l'entreprise. Passer à l'action sera le meilleur moyen de l'obliger à payer.

Correspondant LO



Boutique de l'aéroport de Roissy.

CCAS de Laval: à l'heure du "coaching bien-être"

Lors d'une réunion des aides à domicile, la directrice du CCAS de Laval, en Mayenne, a proposé de faire intervenir une « coach bien-être ». Celle-ci pourrait expliquer comment mieux dormir, comment se tenir pour travailler, comment se positionner pour faire tels ou tels gestes, comment penser son travail, comment... se sentir bien quand on va mal !

Comme l'a montré un tour de table, toutes les aides à domicile souffrent des mêmes maux : mal de dos, articulations

douloureuses, insomnies liées à la charge mentale, fatigue excessive liée à la surcharge de travail et aux grandes amplitudes horaires. Alors, ce n'est pas un coach « bien-être » qui leur facilitera la vie.

Pour régler leurs problèmes les plus immédiats, les solutions sont tout autres : embaucher, réduire les horaires et verser un salaire correct permettant d'avoir une vie en dehors du travail. L'argent public devrait servir à cela.

Correspondant LO

Voitures de luxe: pas de pénurie pour le bling-bling

L'industrie de l'automobile de luxe se porte bien. Des marques comme Rolls-Royce, qui appartient au groupe BMW, Bentley, propriété de Volkswagen, ou Ferrari, toujours contrôlé par la famille Agnelli, ont réalisé des ventes record au premier semestre 2021.

L'augmentation des ventes va visiblement au-delà d'un rattrapage après la période Covid. Elle s'explique plutôt par le fait que les riches ont de l'argent disponible, à ne plus savoir qu'en faire. Chez Rolls-Royce, les acheteurs posséderaient chacun en moyenne six modèles de la marque.

Le prix de la Boat Tail, un modèle des plus spectaculaires de Rolls-Royce, dont

la forme évoque la poupe d'un navire de luxe, commence à 23 millions d'euros. Les riches ne regardant pas à la dépense, la personnalisation des voitures avec des matériaux coûteux se développe : incrustations de nacre, bois précieux, cuir... Ces décorations supplémentaires représentent en moyenne 80 000 euros par voiture, toujours chez Rolls-Royce.

À l'heure où une grande partie de la filière automobile est au ralenti par manque de semi-conducteurs, BMW approvisionne en priorité sa marque de luxe, qui n'en a jamais manqué, car elle rapporte le plus de profits. Pour les riches, pas de pénurie !

Hélène Comte

LDC – Bazas : en grève pour les salaires

Jeudi 4 novembre, près de 120 ouvriers de l'usine LDC de Bazas, en Sud-Gironde, se sont mis en grève pour 100 euros net d'augmentation, avec l'appui de la CGT et de la CFDT, et se sont rassemblés devant l'usine pendant toute la matinée. Tous les ateliers étaient représentés.

C'est la première fois depuis des années qu'un mouvement aussi important a lieu. Les travailleurs ont exprimé leur colère et ils ont eu raison. LDC emploie environ 300 travailleurs sur Bazas, avec un abattoir, un atelier découpe, un atelier de conditionnement, d'étiquetage et d'expédition. Ce n'est pas une petite entreprise. Elle appartient au groupe LDC qui possède Loué, Le Gaulois, Maître Coq et Marie, et des entreprises en Pologne et en Espagne. Pour les patrons, tout va bien : LDC a fait 4,4 milliards de chiffre d'affaires en 2020. Les affaires sont tellement bonnes que LDC

a racheté son concurrent direct, Doux.

Pour les travailleurs, ce n'est pas la même affaire. Au conditionnement par exemple, on travaille avec une température de 4°C ; en une journée, on peut avoir porté jusqu'à 14 tonnes au total. Le temps de travail est en fonction des commandes : il peut arriver à plus de 50 heures, en effectif réduit, ce qui rend plus lourde la charge de travail. Les salaires sont bas, et tournent autour de 1100 à 1500 euros avec de l'ancienneté. Et ces patrons affichent leur mépris en « offrant » aux salariés des bons d'achat pour une valeur totale de



LE RÉPUBLICAIN

3,50 euros ! Cette année, devant la colère qui montait, la direction proposait une prime Covid de 220 euros, tout en refusant d'augmenter les salaires. C'est ce qui a provoqué la colère des ouvriers et leur grève.

Devant l'usine, les ouvriers exprimaient leur mécontentement et leur colère contre le mépris de ces actionnaires qui s'engraissent sur leur travail, rappelant que ce sont eux, les ouvriers, qui sont

indispensables et qui font tourner l'usine, pas les patrons. Heureux de se retrouver aussi nombreux pour marquer le coup, beaucoup disaient qu'il n'était pas question d'en rester là.

Correspondant LO

PSA – Poissy : grève chez le sous-traitant Veolia STLI

À l'usine Stellantis-PSA Poissy, trente ouvriers sur quarante de Veolia sont en grève depuis mercredi 3 novembre. Ces travailleurs s'occupent d'évacuer les contenants vides de pièces des ateliers du Ferrage et du Montage.

Depuis septembre, leur direction essaye de leur imposer de rester 23 minutes de plus par jour à l'usine, pour s'aligner sur les horaires imposés par PSA. Et cela devrait se faire sans rien en plus sur la paye. Pour ces ouvriers de Veolia, celle-ci tourne autour de 1500 euros net par mois, sans prime d'équipe, sans treizième mois. Au niveau des conditions de travail, il n'y a jamais assez de monde pour tout faire et les pauses sont régulièrement raccourcies, ou la journée de travail rallongée.

Alors, les 23 minutes en plus ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. La majorité des travailleurs des trois équipes ont démarré la grève ensemble pour exiger le paiement de ces 23 minutes, et aussi le paiement des samedis travaillés. Seuls les intérimaires, les CDD et des chefs d'équipe continuent à travailler. Les grévistes se sont adressés aux ouvriers de PSA en défilant plusieurs fois dans les ateliers aux cris de « Veolia, hors la loi », « Veolia, les voleurs ». Avec les applaudissements des ouvriers travaillant sur les chaînes de Montage, cela s'est entendu

jusque dans les bureaux de la direction de PSA. Une DRH de Veolia STLI a tenté de venir expliquer aux grévistes que cette société n'a pas d'argent. Oser dire qu'un groupe riche à milliards comme Veolia, travaillant pour un autre groupe tout aussi riche comme PSA, n'a pas les moyens, il fallait oser ! Elle a été obligée d'écouter toute la colère des ouvriers sur les fins de mois qui commencent le 15, voire le 10, sur les journées de travail qui n'en finissent pas. Et la grève s'est installée dans la durée.

Lundi 8 novembre, les grévistes des trois équipes se sont regroupés aux portes de l'usine pour distribuer un tract et démarrer une collecte de soutien à la grève. Cette grève vient deux semaines après celle d'intérimaires de Trigo, un autre sous-traitant de PSA, là aussi sur de l'argent qui manque sur les fiches de paye. Cela renforce l'idée que le problème de la paye insuffisante concerne tous les travailleurs, quel que soit le patron. Et, pour le résoudre, la grève est le meilleur moyen.

Correspondant LO

Chômeurs et précaires : au bon vouloir du patronat

Des travailleurs précaires, intérimaires, saisonniers ou privés d'emploi subissent au quotidien la politique du gouvernement, une politique qui considère chaque privé d'emploi comme quelqu'un qui ne veut pas travailler, alors que les pouvoirs publics prétendent que des centaines de milliers d'emplois restent ainsi vacants.

On a ainsi l'exemple de salariés travaillant depuis plusieurs années comme saisonniers dans une usine de conserverie, et qui ont reçu des demandes d'explication par mail et téléphone. Il leur est demandé de justifier... pourquoi ils ne travaillent pas toute l'année. La position de saisonnier pour nombre d'entre eux n'est évidemment pas choisie. C'est au patron que Pôle emploi devrait s'adresser pour savoir pourquoi il a recours toute l'année à des travailleurs intermittents.

Autre exemple : alors que Pôle emploi sert d'intermédiaire pour les recrutements, des salariés inscrits au chômage sont donc convoqués pour postuler.

Pour l'un d'eux, l'entretien se passe bien et il doit commencer quelques jours plus tard. Mais, à la veille du début prévu du contrat, il reçoit un message laconique de l'entreprise l'informant qu'il est inutile de venir et qu'il sera recontacté ultérieurement, sans pouvoir savoir si l'entreprise a choisi quelqu'un d'autre, ou si elle a tout simplement renoncé au CDI proposé.

Les difficultés liées au calcul des indemnités de travailleurs qui alternent chômage et emploi génèrent des erreurs. Les salariés de Pôle emploi se retrouvent démunis face à la détresse des travailleurs. Un salarié de Laon dans l'Aisne, ayant eu un trop-perçu de plus

de 800 euros, s'est ainsi vu retirer cette somme de ses allocations chômage en une fois, sans aucun délai de prévenance. Alors que l'erreur venait de Pôle emploi, il n'a pas reçu de courrier l'informant de cette erreur et aucune possibilité de rembourser petit à petit cette somme ne lui a été donnée : selon Pôle emploi, le retrait est informatisé. Combien de salariés peuvent vivre si on leur retire 800 euros du jour au lendemain ?

Les pressions se font aussi plus fortes contre ceux qui perçoivent l'allocation de solidarité spécifique (ASS) versée par Pôle emploi, ou le RSA versé par les départements. Ainsi, une travailleuse d'une entreprise de textile, licenciée pour inaptitude et percevant l'ASS au bout de quelques mois de chômage, s'est vue convoquée pour faire le point sur sa situation. Alors qu'elle effectue des heures de bénévolat pour une association caritative, Pôle emploi lui adresse des menaces à peine voilées de suspension de son ASS si elle ne cherche pas activement des heures de travail rémunérées. À l'inverse, les services du département de l'Aisne, qui suivent les chômeurs longue durée percevant le RSA, commencent à imposer quelques heures de bénévolat...

Il n'y a aucun contrôle véritable sur le patronat, mais celui qui s'exerce sur les chômeurs se fait pressant, afin de ne leur laisser même plus le choix d'accepter ou non le travail qu'on leur propose.

Inès rabah



Métallurgie : le patronat à l'offensive

Le 25 novembre, la fédération métallurgie de la CGT appelle à une mobilisation nationale devant le siège du patronat de la branche, l'UIMM, pour tenter de peser sur les négociations en cours concernant la nouvelle convention collective de la branche.

Ces négociations, qui ont commencé en 2016, devraient aboutir en décembre, pour une pleine application de la nouvelle convention en 2024. Mais c'est l'occasion pour le patronat de tenter d'imposer à l'ensemble des travailleurs de la branche un certain nombre de reculs, qu'il faut combattre.

La métallurgie regroupe 1 400 000 salariés. L'argument avancé par le patronat pour en renégocier la convention est la nécessité de simplifier les textes. La convention actuelle, qui date des années 1970, se décline effectivement en une multitude de textes, en fonction des statuts, cadres et non-cadres, et selon les territoires. Ainsi, il existe pour les ouvriers et les techniciens et agents de maîtrise 76 conventions territoriales, négociées localement, avec chacune des spécificités, sur les minima de rémunération, les primes de panier, de vacances, d'ancienneté... Alors que depuis les années 1970 il a fermé de nombreuses usines et réorganisé la production à

l'échelle du pays, voire du monde, le patronat voit dans cet ensemble de textes une survivance du passé mais surtout, selon ses propres termes, une « source d'insécurité juridique », car ils peuvent se contredire les uns les autres.

Mais la renégociation de la convention est surtout l'occasion pour le patronat de s'attaquer à plusieurs aspects de la rémunération des travailleurs. Ainsi, il entend remettre en cause la prime d'ancienneté. Elle s'intégrerait progressivement aux salaires pour les embauchés actuels et disparaîtrait pour les nouveaux. Il remet aussi en cause la prise en charge des trois jours de carence en cas de maladie et cherche à imposer qu'une partie de la prévoyance, assumée aujourd'hui par les entreprises, le soit par des cotisations salariales et des assurances privées.

Le point central de l'offensive patronale est d'instaurer un nouveau système de classification des postes de travail, dont dépendront les salaires. Alors que les textes actuels fixent des



Lors d'une précédente manifestation de travailleurs de la métallurgie, à Valenciennes.

minima pour les nouveaux embauchés en fonction de leurs diplômes, et que ces minima évoluent ensuite automatiquement en fonction de l'ancienneté, les salaires seraient dorénavant fixés en fonction de l'emploi occupé, selon sa cotation dans la nouvelle classification. Ainsi, un salarié pourrait voir son salaire diminuer en cas de changement d'emploi vers un poste moins bien classé. L'avantage recherché par le patronat est de pouvoir ajuster la masse salariale à ses besoins et aux postes de l'entreprise, en faisant en sorte qu'elle ne dépende plus de l'ancienneté des salariés.

La CGT a fait le choix de participer à ces

interminables négociations, pour, a-t-elle dit, « exiger une convention de haut niveau ». Cet objectif est en réalité inatteignable sans des luttes d'ampleur, à l'image justement de celles de 1936 qui ont permis d'arracher des avancées, de les généraliser et de les garantir pour un temps par de telles conventions collectives. Avec le rapport de force actuel, les discussions autour du tapis vert ne peuvent que se traduire par des reculs pour les travailleurs. La participation aux négociations de la CGT, qui n'a pas voulu être en reste par rapport aux autres confédérations syndicales en tant qu'interlocutrice du patronat, n'a pas permis d'armer les

militants et les travailleurs qui lui font confiance face à ces attaques.

À quelques semaines de la fin des négociations, l'appel à manifester de la CGT sous les fenêtres du patronat doit être entendu comme une réaction de défense légitime. Les travailleurs ont intérêt à ce que cette journée du 25 novembre soit un succès, un succès à même d'encourager tous ceux du pays à entrer en lutte. Car si la métallurgie est effectivement attaquée, tous les travailleurs le sont, que ce soit sur les salaires ou sur les emplois. Et c'est bien tous ensemble, par la grève et les manifestations, qu'ils pourront s'opposer au patronat.

Serge Benham

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

COP26 : un climat de blablabla

Vendredi 5 novembre à Glasgow, et le lendemain dans 200 villes de la planète, des milliers de manifestants, majoritairement des jeunes, ont crié leur peur de l'avenir et exhorté les dirigeants du monde à agir contre le réchauffement climatique.

Ces manifestations appelaient à mettre la pression sur les représentants des États réunis à Glasgow pour la COP26 (la vingt-sixième conférence des Nations unies sur les changements climatiques) afin qu'ils prennent les bonnes décisions pour limiter le réchauffement du climat qui menace l'humanité.

À Paris, sur la banderole qui tapissait l'esplanade devant l'Hôtel de Ville, les visages de dirigeants du monde entier étaient affichés avec des images d'incendies et d'inondations en arrière-plan. Ailleurs, sur des pancartes, on lisait « Pas de nature, pas de futur ! », « Sa maison fond [celle de l'ours blanc], la nôtre brûlera », « Les humains polluent, les animaux

meurent », « Tous réfugiés climatiques », « En finançant charbon, gaz et pétrole, les banques tuent », « COP26, ras le bol du blabla et des vanités, place à l'action ! »

Les jeunes sont inquiets de l'avenir. Au mois de septembre, une étude appuyée sur un sondage auprès de 10 000 jeunes âgés de 16 à 25 ans dans dix pays (Australie, Brésil, États-Unis, Finlande, France, Inde, Nigeria, Philippines, Portugal et Royaume-Uni) concluait que les trois quarts d'entre eux jugent le futur « effrayant ». Certes, il n'est pas facile de le peindre en rose, mais il est totalement illusoire de penser que des pressions sur les gouvernements pourraient faire baisser l'émission des gaz à effet de serre.

Il n'est que de se souvenir



DYLAN MARTINEZ/REUTERS

Manifestation pour le climat à Glasgow.

de la COP21. En 2015, à l'occasion de la 21^e session de la grand-messe climatique, des dirigeants du monde avaient promis-juré que tout allait changer. Ils avaient même signé l'accord de Paris, s'engageant à prendre des mesures pour maintenir le réchauffement climatique sous la barre de 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle.

Six ans plus tard, rien n'a changé, les émissions de

gaz à effet de serre n'ont pas cessé d'augmenter.

Il ne peut pas en être autrement. Tous les États sont au service de leurs industriels. Pour eux, il n'est pas question que les besoins de l'humanité deviennent le critère de l'utilisation des ressources énergétiques. Seuls comptent les résultats financiers des capitalistes.

La militante écologiste suédoise Greta Thunberg a raison d'affirmer : « Les

conférences climatiques sont une célébration de deux semaines du « business as usual » [des affaires qui continuent] et du blabla. » Oui, comme elle l'affirme, « les espoirs des jeunes ont été noyés dans des promesses creuses ». Pour que de véritables changements soient possibles, il faudra que la jeunesse révoltée et les travailleurs renversent la machine à profits.

Sophie Gargan



À Grenoble : "Faire connaître nos idées"

Samedi 6 novembre, le public était nombreux à la fête grenobloise de Lutte ouvrière, et content de se retrouver dans des valeurs communes de solidarité et de fraternité face à la déferlante actuelle d'idées réactionnaires, nationalistes, venant de la droite, de l'extrême droite et même d'une partie de la gauche.

C'est bien cette préoccupation qui s'est manifestée dans le débat, environ 250 personnes ont échangé avec Nathalie Arthaud, qui a défendu les idées internationalistes en rappelant que malgré toute sa diversité, la classe ouvrière est une et ne doit pas se laisser diviser.

Plusieurs intervenants

ont témoigné de la dégradation des conditions de travail devenues catastrophiques à l'hôpital ou dans d'autres services, comme cette cadre du médico-social qui a décrit le manque de personnel dans les établissements recevant des enfants handicapés, la souffrance de ces enfants et des



L'allocution de Nathalie Arthaud à la fête de Grenoble.

salariés épuisés, qui n'ont même pas eu droit aux mesures du Ségur de la santé. Un ouvrier, militant syndical dans la métallurgie, a dénoncé les promesses politiciennes de relocalisation de l'industrie alors que dans ce domaine, ce

sont les grands patrons qui décident seuls.

Un participant a demandé à Nathalie pourquoi elle ne passait pas plus souvent à la télévision... Ce n'est certes pas elle qui décide, mais les patrons des chaînes. Et notre camarade a affirmé

que le meilleur moyen de faire connaître nos idées sera notre campagne de terrain, autour de nous, auprès de nos familles, de nos amis. La réussite de cette fête, où chacun a pu faire le plein d'énergie militante, est de bon augure.

Jean-Pierre Mercier à Bordeaux : "il faut renverser les patrons"

La fête de Lutte ouvrière à Bordeaux samedi 6 novembre a rassemblé près de 230 personnes, dont 130 ont participé au débat avec Jean-Pierre Mercier.

Il a d'abord été question des salaires. Avec son chèque de 100 euros pour ceux qui touchent moins de 2 000 euros par mois, Castex a lui-même donné le montant minimum du salaire qu'il faut pour vivre. « Ces 100 euros, pas même 10 euros par mois, les travailleurs se les financent eux-mêmes, par les impôts, et ils ne coûteront rien à un trust comme Total ! » Alors qu'une grève a

lieu dans l'usine de découpe de volaille LDC en Gironde, pour 100 euros d'augmentation, un travailleur a noté qu'en vingt ans le taux horaire a augmenté en tout et pour tout de 50 centimes !

Mais comment changer la société ? Un travailleur, ancien gilet jaune, attaquait l'inactivité et la complicité des syndicats avec le système. Une auxiliaire de vie regrettait la division des

partis de gauche dans ces élections, tout en souhaitant une révolution. Pour une autre, « il faudrait que l'État représente les travailleurs, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui ». Comme l'a rappelé Jean-Pierre, le programme mis en avant par Nathalie Arthaud met en avant la nécessité des luttes pour les augmentations de salaires et pour les emplois. En même temps, il faut combattre les illusions sur les élections. « On ne doit pas dire qu'il faut renverser Macron, mais qu'il faut renverser les patrons », a-t-il fait

remarquer. « La gauche est en réalité ennemie des travailleurs et responsable de la situation dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui. »

Un militant du NPA regrettait l'existence de trois candidatures d'extrême gauche. Mais au fond, pourquoi s'en désoler, a répondu Jean-Pierre : face à la multiplicité des candidatures d'extrême droite et pro-patronales, tant mieux s'il y a plus de temps de parole pour leur répondre, chacun avec ses spécificités et ses différences.

